MAGAZINE D'ANALYSES ET DE RÉFLEXIONS DE LA DIPLOMATIE TOGOLAISE / A QUARTERLY MAGAZINE DE ANALYSES AND REFLECTIONS DE TOGOLESE DIPLOMACY





LA DIPLOMATIE TOGOLAISE AU SERVICE DE L'INTÉGRATION RÉGIONALE ET AFRICAINE

THE TOGOLESE DIPLOMACY AT THE SERVICE OF REGIONAL AND AFRICAN INTEGRATION



Business irrésistibles!

∴ BUSINESS

brusselsairlines.com



EDITORIAL

Par S. E. Prof. Robert DUSSEY, Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration africaine. By H.E. Prof. Robert Dussey, Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration.

Un nouvel élan à l'intégration régionale et africaine

A NEW IMPETUS FOR REGIONAL AND AFRICAN INTEGRATION

e 04 juin 2017, à Monrovia, les Chefs d'Etat et de gouvernement ont élu leur pair, le Président de la République S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE à la présidence en exercice de la CEDEAO. Cette élection qui intervient en ce moment crucial où des défis structurels, sécuritaires, politiques et économiques engagent la CEDEAO à davantage de cohésion et d'innovation, dénote de la confiance que le Togo inspire au sein de la Communauté internationale et particulièrement ouest africaine.

En effet, la diplomatie impulsée par le Président de la République dans la sous-région en Afrique est résolument orientée vers l'intégration régionale et africaine.

Du reste, le Togo, en sa qualité de pays co-fondateur de la CEDEAO, sera toujours à la pointe de ce processus indispensable au développement du continent africain, quelle que soit, par ailleurs, l'ampleur des défis auxquels la Communauté est confrontée.

Cela étant posé, il n'y a pas de bonne présidence sans grandes priorités politiques. Aussi, la présidence togolaise de la CEDEAO s'assigne-t-elle, au cours de son mandat, la tâche de faire avancer de façon pragmatique la cause de l'intégration régionale à travers quatre axes.

DES ORIENTATIONS MAJEURES POUR LE RENFORCEMENT DE L'INTEGRATION REGIONALE

La présidence en exercice de la CEDEAO que le Togo assume pendant une année représente, pour le Gouvernement togolais, un processus simultané qui consiste à parier sur le futur, en consolidant les acquis laborieusement obtenus. En effet, l'évolution de la n 4 June 2017, in Monrovia, the Heads of State and Government elected in Office their peer, the President of the Republic, H.E.Mr Faure Essozimna GNASSINGBE as ECOWAS Chairman. This election, which is taking place at this crucial time where structural, security, political and economic challenges are causing ECOWAS to become more cohesive and innovative, reflects the confidence that Togo inspires in the international Community especially in West Africa.

Indeed, the diplomacy promoted by the President of the Republic in the African sub region is resolutely oriented towards regional and African integration.

Moreover, Togo, as a co-founding country of ECOWAS, will always be at the forefront of this process which is essential for the development of the African continent, regardless of the challenges facing the Community.

That being said, there is no good presidency without major political priorities. The Togolese Chairmanship of ECOWAS, during its mandate, has the duty of advancing the cause of regional integration in a pragmatic way through four axes.

MAJOR ORIENTATIONS FOR STRENGTHENING THE REGIONAL INTEGRATION

The current ECOWAS presidency assumed by Togo for the past one year, represents a simultaneous process for the togolese Government, which consists of betting on the future

 CEDEAO conformément aux objectifs que ses pères fondateurs lui ont assignés dépendra de facteurs et d'enjeux, à la fois politiques, économiques et juridiques.

In fine, l'ambition de la présidence togolaise est d'œuvrer en sorte que la CEDEAO, en tant qu'institution et espace d'intégration, puisse fédérer davantage les peuples des Etats membres autour des valeurs partagées et de projets sociaux innovants.

C'est précisément au cœur de cet enjeu de l'intégration des peuples que s'inscrivent les axes prioritaires de la présidence togolaise de la CEDEAO fixés par le Chef de l'Etat.

A cet égard, le 07 juillet 2017, j'ai eu l'honneur, de présenter au corps diplomatique accrédité au Togo et aux médias, en présence du Président de la Commission de la CEDEAO, les orientations qui meubleront la présidence en exercice de la Communauté.

Ainsi, cette présidence se décline autour de quatre axes prioritaires : la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace économique (1), les enjeux socioéconomiques notamment en matière d'infrastructures et d'équipements (2), les enjeux sécuritaires, la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent (3) ainsi que la promotion d'un système de santé efficace (4).

Au-delà de ces priorités que le Togo souhaite décliner en actions concrètes, une présidence, ce sont aussi, nécessairement, des accords politiques et des compromis à trouver. Au fond, les priorités sus indiquées ont pour ferment essentiel la volonté manifeste du Président de la République de concrétiser l'objectif d'une CEDEAO des peuples.

POUR UNE CONVERGENCE D'INTERETS AU SEIN D'UNE COMMUNAUTE DE DESTIN

Tenant compte de ce que les frontières, surtout terrestres, entre les pays de la CEDEAO constituent des bassins cruciaux de vie, le Président de la République, quelques jours seulement après son élection à la présidence en exercice de la CEDEAO, a effectué une visite inopinée à la frontière ghanéo-togolaise, pour se rendre compte notamment des conditions de traversée des frontières.

A travers cette démarche inédite, le Chef de l'Etat exprime sa détermination à lutter contre les entraves à la libre circulation dans l'espace communautaire, d'une part, et son engagement à œuvrer de sorte que, de part et d'autres des frontières des Etats membres, les populations qui y habitent transcendent leurs identités administratives respectives, vivent et se considèrent véritablement comme des frères et des sœurs, d'autre part.

Par ailleurs, dans certains Etats de la Communauté, la paix et

in consolidation of the achievements that have been laboriously achieved. Indeed, the evolution of ECOWAS in accordance with the objectives set by its founding fathers will depend on factors and issues, both political, economic and legal.

Ultimately, the ambition of the Togolese presidency is to ensure that ECOWAS, as an institution and an area of integration, can better federate the member states' people around shared values and innovative social projects.

It is precisely at the heart of this issue of people's integration that the priorities of the Togolese presidency of ECOWAS set by the Head of State are inscribed.

In this regard, on July 07, 2017, I had the honor of presenting to the diplomatic corps accredited to Togo and to the media, in the presence of the Chairman of the ECOWAS Commission, the orientations that will fill the presidency in office of the Community. Thus, this Presidency is set around four priority axes: free movement of people and goods in the economic space (1), socioeconomic stakes, in particular in terms of infrastructure and equipment, (2) security issues, the fight against terrorism and violent extremism (3) and the promotion of an effective health system (4).

Beyond these priorities that Togo would like to implement in concrete actions through a presidency, there are necessarily political agreements and compromises to be identified. Basically, the above-mentioned priorities are essential to the President of the Republic's ultimate desire to realize the objective of an ECOWAS of the people.

FOR A CONVERGENCE OF INTERESTS WITHIN A COMMUNITY OF DESTINY

A few days after his election at the ECOWAS chairmanship, the President of the Republic, paid an unexpected visit at the border between Ghana and Togo, to identify the conditions of crossing borders, bearing in mind that the borders, especially the land ones, between the ECOWAS countries represent crucial pools of life.

Through these unprecedented measures, not only does the Head of State express his determination to fight against free movement obstacles in the Community area but also his commitment to work so that, the people living on both sides of the member states' borders transcend their respective administrative identities, live and consider themselves as equal brothers and sisters.

On the other hand, in some countries of the Community, peace and

la tranquillité sont menacées, entre autres, par le terrorisme et l'extrémisme, sapant ainsi les politiques de développement socioéconomiques.

Dès lors, afin d'éviter une généralisation de ces difficultés qui affecterait notoirement l'équilibre sociopolitique au sein de l'espace Communautaire, conviendrait-il d'engager des actions préventives non seulement au plan stratégique mais également au plan opérationnel.

Dans cette perspective, le Togo au cours de sa présidence de la CEDEAO se propose de prendre des initiatives, de manière concertée avec l'ensemble des Etats membres, pour intensifier la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Au demeurant, se fondant sur les vertus de la diversification de la coopération, la diplomatie togolaise, qui est partie prenante du processus d'intégration régionale et africaine à divers degrés, aspire à continuer de stimuler les interactions entre les Etats membres en vue de générer une dynamique concrète, que ce soit au plan économique, sécuritaire, social ou politique.

En définitive, la CEDEAO, quelles que soient, par ailleurs, ses insuffisances, est une chance extraordinaire et une perspective d'avenir aussi bien pour les populations de l'espace géographique ouest-africain que pour les communautés des autres régions du continent ou d'ailleurs.

Dans la situation du monde d'aujourd'hui, marquée par des incertitudes économiques, des menaces à la paix et à la sécurité intérieures des Etats, il n'y a pas d'alternative viable à l'intégration économique et politique de nos Etats.

Dans ce contexte, nous devrions continuellement nous inspirer, à juste titre, de l'alinéa 8 du préambule du Traité révisé de la CEDEAO, du 24 juillet 1993, qui nous rappelle « La nécessité de relever ensemble les défis politiques, économiques et socio-culturels actuels et futurs et de mettre en commun les ressources de nos peuples dans le respect de leur diversité en vue d'une expansion rapide et optimale de la capacité de production de la région. »

Pour sa part, le Togo s'évertuera à créer et à stimuler les synergies nécessaires entre les Etats membres, les partenaires au développement, les entités et acteurs du secteur privé ainsi que toutes les composantes représentatives de la Communauté pour que vive la CEDEAO de la solidarité et de la prospérité.

tranquility are threatened by terrorism and extremism, therefore undermining socio-economic development policies.

Consequently, in order to avoid a generalization of these difficulties, which would clearly affect the socio-political balance within the Community area, it would be appropriate to undertake preventive actions not only at the strategic level but also at the operational level.

In this perspective, Togo intends to take initiatives, in collaboration with all Member States, to intensify the fight against terrorism and violent extremismduring its presidency of ECOWAS.

Moreover, based on the virtues of diversification of cooperation, the togolese diplomacy which is involved in the process of regional and african integration at different levels, aspires to continue to stimulate interactions between member States in order to generate a concrete dynamic, whether economic, security, social or political.

ECOWAS is at the end of the day, an extraordinary opportunity and a prospect for the future, both for populations in the West African geographical area and for communities in other parts of the continent or elsewhere,irrespective of its shortcomings. In today's world, marked by economic uncertainties, threats to the internal peace and security of States, there is no viable alternative to the economic and political integration of our States.

In this context, we should continuously be guided by paragraph 8 of the preamble of the ECOWAS revised Treaty dated 24 July 1993, which reminds us of «The need to address together the current and future political, economic and socio-cultural challenges and to pool the resources of our people in respect of their diversity with a view to attaining a rapid and optimal expansion of the region's productive capacity.»

Togo, for its part, will strive to create and stimulate the necessary synergies between Member States, development partners, private sector entities and actors and all the representative components of the Community to ensure that ECOWAS Solidarity and prosperity lives on.

SOMMAIRE

Diplomag Numéro 14 – Diplomag Number 14 – Août/Octobre 2017 –

August /October 2017

DIPLOMAG

Directeur de la publication / publicator Director: Mme Abra TAY – Rédacteur en chef / Editor in chief : M. Arsenn AGBESSINOU - Directeur de Reportage / Director of Reporting: M. Messan KLUTSE – Publicité Marketing/Advertising Marketing : Mme Mounto AGBA, M. Messan TOGBEDJI - Relecture : Joseph ALANGUE / Noufandame MOUGUILIAGUE - Rédacteurs / Editors: Directeurs centraux et chefs missions diplomatiques - Point focal DIPLOMAG: M. Sodou ADOM - Conception graphique / Design production: Rosaline A. ADELAN -Nous écrire / Write us: Ministère des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine, BP: 900 Lomé, Tél.: +228 22 21 36 01, maeirtgce@yahoo.fr Photo couverture/ Cover pictures : Emmanuel PITA DIPLOMAG n° 499/23/06/14/HAAC

EDITORIAL

Un nouvel élan à l'intégration régionale et africaine

P3

A NEW IMPETUS FOR REGIONAL AND AFRICAN INTEGRATION

FOCUS

L'INTEGRATION AFRICAINE CELEBRÉE AU TOGO

P7

THE AFRICAN INTEGRATION CELEBRATED IN TOGO

DOSSIER

LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE À LA COMMANDE DE LA CEDEAO

P11

THE TOGOLESE REPUBLIC AT THE COMMAND OF ECOWAS

VIIIÈME CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ« Construire une communauté de destin pour l'humanité »

P15

 $8^{\rm TH}$ Conference of diplomatic club of Lome « Building A community of destiny for Humanity »

ACTUALITÉS

VITALITE DE LA COOPERATION TOGO-USA : Prof. Robert DUSSEY reçu à Washington par le Secrétaire d'État Rex TILLERSON P26

VITALITY OF TOGO-USA COOPERATION: PROF. ROBERT DUSSEY HELD TALKS WITH REX TILLERSON

RENDEZ-VOUS CRUCIAL DE LA FRANCOPHONIE AU TOGO: tout est mis en oeuvre pour une organisation réussie de la 33ème conférence ministérielle de la francophonie à Lomé

P28

A CRUCIAL MEETING OF THE FRANCOPHONIE IN TOGO: FOR A SUCCESSFUL ORGANIZATION OF THE 33RD MINISTERIAL CONFERENCE OF LA FRANCOPHONIE IN LOMÉ

L'AVENIR DE L'AFRIQUE AU COEUR DES DÉBATS DU $29^{\rm \acute{E}ME}$ SOMMET DE L'UA À ADDIS-ABEBA

P32

THE FUTURE OF AFRICA AT THE HEART OF THE DEBATES OF THE $29^{\rm TH}$ AU SUMMIT IN ADDIS ABABA

FOCUS



L'INTEGRATION AFRICAINE CELEBRÉE AU TOGO

THE AFRICAN INTEGRATION CELEBRATED IN TOGO

Par Mme Cécile ANATE, Directrice de l'Intégration Africaine By Ms Cécile ANATE, Director of African Integration Departement

La 2ème édition de la semaine de l'intégration qui a eu lieu les 22 et 24 mai 2017 à Lomé, a permis aux communautés étrangères africaines vivant au Togo soutenus par les Ambassadeurs et Consuls accrédités au Togo, aux étudiants des écoles et instituts universitaires à caractère régional et aux togolais d'échanger sur des thématiques relatives à la mise en œuvre de l'agenda 2063 et de célébrer leur diversité culturelle.

The second edition of the Integration Week, which took place on 22nd and 24th May 2017 in Lomé, enabled African foreign communities living in Togo, students from regional schools and university institutes and Togolese peoplesupported by Ambassadors and Consuls accredited in Togo, to exchange on thematic issues related to the implementation of the 2063 agenda and to celebrate their cultural diversities.

FOCUS

'agenda 2063 de l'Union Africaine (UA), adopté en 2015 par les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains est une vision commune de l'Afrique qui dresse un véritable tableau de la situation dans laquelle les africains souhaiteraient voir leur continent dans 46 ans, c'est-àdire lorsque l'Afrique célébrera le centenaire de la création de l'OUA. Cette vision de l'UA consiste à accélérer le processus de l'intégration africaine, favoriser l'autonomisation des pays africains dans l'économie mondiale à traiter les problèmes sociaux auxquels est confronté le continent et à promouvoir la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services qui entraineront la croissance des échanges et des investissements dans les pays africains.

L'agenda 2013 a été élaboré grâce à un important processus de consultation des différentes parties prenantes, notamment, les jeunes, les organisations de la société civile, la diaspora, les groupes de réflexion.

Cette consultation, qui a permis de mieux appréhender les défis de l'intégration africaine, a conduit à l'instauration de manifestations socioculturelles et économiques diverses. « Egalité des chances, autonomisation socio-économique et participation des jeunes à la gouvernance locale et du développement local en Afrique ». La célébration, chaque année, de la semaine de l'intégration africaine constitue un évènement, parmi tant d'autres, que l'Union africaine a institué en vue de promouvoir l'intégration au sein des Etats membres.

A l'instar d'autres pays africains, le Togo a célébré l'intégration africaine à travers l'organisation, du 22 au 24 mai 2017, d'une série de manifestions culturelles. Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine avec à sa tête, le **Pr. Robert DUSSEY** a une fois encore réussi à relever le pari de la communion entre togolais et l'ensemble des communautés africaines installées au Togo. A cet égard les sujets débattus en conférences le 22 mai 2017, tels « l'agenda 2063 de l'UA, quel rôle pour la jeunesse africaine ?, les enjeux de l'intégration, l'intégration par les affaires : rôle de l'OHADA, l'intégration par les curricula de formation » ont été l'occasion d'échanges et de résolutions enrichissants.

En effet, ces différentes thématiques ont permis aux diverses communautés représentées à ces rencontres de mieux appréhender la nécessité :

- d'harmoniser les droits et les pratiques du droit, en vue de créer des conditions favorables à l'instauration d'un espace de sécurité juridique et judicaire pour drainer des flux importants d'investissements.
- d'élaborer des politiques, des programmes et des actions en faveur de la jeunesse africaine dont l'accent devrait être

le African Union (AU) 2063 Agenda, adopted in 2015 by African Heads of State and Government, is a common vision for Africa that gives a true picture of the situation in which Africans would like to see their continent in the 46 years ahead, that means when Africa will celebrate the centenary of the creation of the AU. This AUvision is to accelerate the process of African integration, to empower African countries in global economy to address the social problems faced by the continent and to promote free movement of people, capital, Goods and services that will lead to increased trade and investment in African countries.

«The 2013 agenda was developed through an extensive process of consultation with various stakeholders, namely the youth, the civil society organizations, the Diaspora, and think tanks.

This consultation, which made it possible to better understand the challenges of African integration, led to the introduction of various socio-cultural and economic manifestations. « Equal opportunities, socio-economic empowerment and participation of young people in local governance and local development in Africa ». The celebration of the African Integration week, every year, is one of many events organized by the African Union to promote integration within member states.

As in other African countries, Togo celebrated African integration through the organization of a series of cultural manifestations from 22 to 24 May 2017. The Ministry of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration, headed by **Pr. Robert DUSSEY** once again succeeded in raising the bet of communion between Togolese and all the African communities settled in Togo. In this regard the subjects debated in conferences on the 22nd day of may 2017, such as «the 2063 agenda of the AU, what role for African youth?», the stakes of integration, integration through business: the role of OHADA, integration by training curricula» have provided an opportunity for fruitful discussions and resolutions..

Indeed, these different themes allowed the various communities represented at these meetings to better understand the need to:

- Harmonize the rights and practices of the law in order to create favorable conditions for the establishment of a legal and judicial security area so as to attract large flows of investment.
- Develop policies, programs and actions for African youth with a focus on youth participation in political decisionmaking;
- To develop national development programs in the areas of education, health, employment, poverty eradication, •••

Achetez vos billets en ligne.

Fiable - Rapide - Sécurisé



FOCUS

- mis sur la participation des jeunes aux prises de décisions politiques;
 - d'élaborer des programmes nationaux de développement en matière d'éducation, de santé, d'emplois, d'éradication de la pauvreté, de protection de l'environnement, de la préservation de la paix et de la sécurité.
 - de mettre en œuvre la Charte africaine de la jeunesse qui invite les Etats membres à consolider, à renforcer et à raffermir leurs efforts pour responsabiliser les jeunes au travers d'une participation significative et d'un partenariat équitable dans la mise en œuvre des programmes de développement de nos Etats.

La journée du 24 mai 2017, consacrée aux savoir-faire africains, a été l'occasion de présentation de mets et de plats typiquement africains. Les démonstrations de danses folkloriques, l'exposition d'objets traditionnels ainsi que des produits de l'artisanat ont illustré l'adhésion et la disponibilité des communautés à participer davantage à la construction d'une Afrique unie et intégrée.

Pour le Gouvernement togolais, il est important que cette célébration serve de tremplin à la cohésion aussi bien entre les communautés africaines installées sur le territoire togolais qu'entre ces communautés et les populations togolaises. Les Chefs de missions diplomatiques et consulaires qui ont pris part à cette deuxième édition de la « semaine de l'intégration africaine » ont salué l'engagement du Togo en matière de promotion de la paix et de valorisation des cultures et de la civilisation africaines.

Il convient de rappeler que la 1ère édition a donné naissance au Forum de la Diaspora Africaine au Togo (FDA-Togo ou ADF-Togo en anglais). Ce Forum, qui regroupe toutes les communautés africaines résidant sur le territoire togolais est associé, par les pouvoirs publics, à l'organisation d'activités telles que la vulgarisation des textes communautaires et les opérations de salubrité publique.

- environmental protection, and peace and security.
- Implement the African Youth Charter, which calls on Member States to consolidate, strengthen their efforts to empower young people through meaningful participation and equitable partnership in the implementation of Development of our States.

The 24th day of May 2017, devoted to African know-how, was an opportunity to present typical African dishes. Performances of dances, exhibitions of traditional artifacts and handicrafts illustrated the commitment and readiness of communities to participate more fully in building a united and integrated Africa.

For the Togolese Government, it is important that this celebration Serve as a springboard for cohesion not only between the African communities settled in Togolese territory but also between these communities and the Togolese people. The heads of diplomatic and consular missions who took part in this second edition of the « African Integration week » welcomed Togo's commitment to promoting peace and enhancing African cultures and civilization.

The first edition took place last year and following this first edition, the African Diaspora Forum in Togo (FDA-Togo or ADF-Togo) was created. This Forum, which brings together all foreign African communities, requested the Government of Togo in May to raise awareness on national and community texts of the sub region. Some of them have also carried out activities such as the cleaning of the CHU SYLVANUS OLYMPIO and others planned other coming activities to show their gratitude towards the very welcoming Togolese people.

LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE À LA COMMANDE DE LA CEDEAO

THE TOGOLESE REPUBLIC AT THE COMMAND OF ECOWAS

Par Dr Bakayota Koffi KPAYE, directeur des affaires politiques By Dr Bakayota Koffi KPAYE, Director of Political Affairs



M.Alain de SOUZA (g) Président de la commission de la CEDEAO et Pr. Robert DUSSEY (d), Chef de la Diplomatie Togolaise lors de la présentation du programme du Togo pour la CEDEAO / Mr.Alain de SOUZA (left), Head of ECOWAS Commission, and Pr. Robert DUSSEY (right) during the presentation of Togolese Agenda to ECOWAS

l'issue du 51ème Sommet de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui s'est tenu à Monrovia, les 4 et 5 juin 2017, le Président de la République, S.E.M Faure Essozimna GNASSINGBE a été élu Président en exercice de l'Organisation sous-régionale. Cofondateur avec la République fédérale du Nigeria de cette organisation sous-régionale, le Togo se voit confier une grande responsabilité qu'il entend assumer avec maestria.

L'espace ouest-africain a, au cours de ces dernières années, accompli d'énormes progrès en matière de démocratisation et de coopération régionale, tout en enregistrant des taux de croissance économique très élevés. Alors qu'elle était en proie à la guerre civile et aux soubresauts politiques pendant les décennies 1980 et 1990 et qu'elle était fragilisée par des difficultés de gouvernance, la sous-région a retrouvé son identité et son élan depuis les années 2000. L'émergence d'une population de plus en plus jeune et qualifié, l'avènement des réseaux sociaux, le développement des innovations technologiques et la mondialisation des échanges sont à l'origine de l'ouverture des pays de l'Afrique de l'Ouest. Malgré ces prouesses, la sous-région est confrontée à de nombreux

ollowing the 51st Summit of the Conference of Heads of State and Government of the Economic Community of West African States (ECOWAS), held in Monrovia on 4 and 5 June 2017, the President of the Republic, His Excellency Mr. Faure Essozimna GNASSINGE, was elected Chairman-in-Office of the sub regional organization. Co-founder with the Federal Republic of Nigeria of this sub regional organization, Togo is given a great responsibility that it intends to assume brillantly.

In recent years, the West African area has made enormous progress in terms of democratization and regional cooperation, when at the same time registering very high economic growth rates. Whileit was plagued by the civil war and political turmoil during the 1980s and 1990s and was weakened by governance difficulties, the sub-region has regained its identity and momentum since the 2000s. The emergence of an increasingly young and qualified population, the advent of social networks, the development of technological innovations and the globalization of trade have led to the opening up of the countries of West Africa. Despite these achievements, the sub-region faces many challenges that hinder its development and integration. On political, socio-economic and institutional levels, ECOWAS still has a long way to go.

défis qui entravent son développement et son intégration. Sur les plans politique, socio-économique et institutionnel, la CEDEAO a encore du chemin à faire.

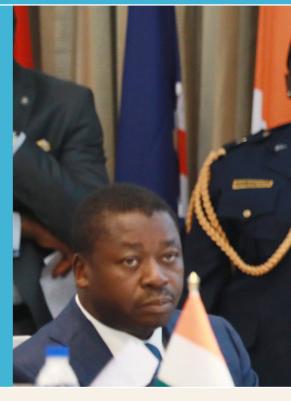
En raison du lien étroit qui existe entre le développement socioéconomique et la paix et la sécurité, l'institution sous-régionale est contrainte de mettre en place et de rendre opérationnelle la Force en attente de la CEDEAO (FAC) pour un déploiement rapide afin d'anticiper sur les crises politico-militaires. Cette option constitue un choix idéal dans le cadre du maintien de la paix et de la sécurité sous-régionale. La situation sécuritaire avec en toile de fond le terrorisme, surtout dans la bande sahélienne et dans la région du Lac Tchad, demeure une préoccupation majeure pour l'ensemble des Etats de l'espace communautaire. Sur le plan économique, il y a nécessité pour la CEDEAO de poursuivre ses efforts de renforcement du dispositif de surveillance macroéconomique en vue de la création des conditions favorables à la mise en place de la monnaie unique.

Pour ce qui est de la facilitation du commerce régional, même si le processus d'élaboration du Code communautaire des douanes est à un stade avancé, l'effectivité d'une union douanière en Afrique de l'Ouest reste encore à accomplir. En dépit des nombreuses opportunités qu'offre le grand marché que constitue la CEDEAO et des progrès institutionnels réalisés en matière d'intégration régionale au sein de la zone, des contraintes persistantes limitent fortement les avantages que l'espace ouest-africain peut tirer de l'intégration régionale afin d'optimiser sa compétitivité.

Dans le même sens, et en rapport avec la libre circulation des personnes et des biens, on note une inapplication assez prononcée des dispositions du Protocole relatif à la libre circulation des personnes, du droit de résidence et d'établissement. En conséquence, des tracasseries en tout genre, et l'existence de barrières entravent la mobilité dans la sous-région.

La CEDEAO fait des efforts considérables pour relever ces défis à travers des projets et programmes au bénéfice des populations de l'espace communautaire. En réalité les objectifs de la CEDEAO consistent à promouvoir la coopération et l'intégration dans les domaines économique, social et culturel, pour aboutir à une union économique et monétaire par l'intégration complète des économies nationales de ses Etats membres, le relèvement du niveau de vie et le renforcement de la stabilité économique. Mais à partir des années 1990, les crises sociopolitiques qui secouèrent la sous-région ont conduit la CEDEAO à élargir ses actions au domaine politique.

La CEDEAO a fait des progrès significatifs, depuis sa création, dans le processus d'intégration régionale à travers ses différentes composantes. La signature du Traité révisé de 1993 a relancé



Due to the close relationship between socio-economic development, peace and security, the sub regional institution is forced to establish and operationalize the ECOWAS Standby Force (FAC) for rapid deployment in anticipation of politico-military crises. This option is an ideal choice within the framework of peacekeeping and sub regional security. The security situation with the backdrop of terrorism, especially in Sahelian band and in Lake Chad region, remains a major concern for all the states of the Community.

On the economic front, there is a need for ECOWAS to continue its efforts to strengthen the macroeconomic monitoring system with a view to creating conditions conducive to the establishment of the single currency.

With regard to facilitation of regional trade, even if the process of drafting the Community Customs Code is at an advanced stage, the effectiveness of a customs union in West Africa remains to be achieved. Despite the many opportunities offered by the large market that ECOWAS constitutes and institutional progress made in regional integration within the region, persistent constraints strongly limit the benefits that the West African region can derive from regional integration in order to optimize its competitiveness.

In the same sense, and in connection with the free movement of persons and goods, there is asignificant non-compliance with the provisions of the Protocol on the free movement of persons, the right of residence and settlement. As a result, harassment of all kinds, and the existence of barriers hinder mobility in the subregion.

ECOWAS is making considerable efforts to address these challenges through projects and programmes for the benefit of the people of the Community. In fact, the objectives of ECOWAS are to promote cooperation and integration in economic, social and culturalfields, to ultimately lead to economic and monetary union through full integration of national economies of its member States, the increase of living standard and strengthening of economic stability. But from



le processus d'intégration. Depuis, toutes les politiques et programmes d'intégration régionale ont été orientés vers la convergence politique et économique, basée principalement sur la libre circulation des personnes et des biens, un marché commun, le développement des infrastructures, l'adoption de politiques communes primordiales et les progrès en matière de paix, démocratie et bonne gouvernance.

Par ailleurs, la CEDEAO est caractérisée par des lacunes évidentes en ce qui concerne l'application des politiques et protocoles approuvés, l'internalisation des politiques régionales et le développement d'un cadre régional de référence pour guider la coordination et la mise en œuvre des plans de développement nationaux. La Vision 2020 de la CEDEAO vise à apporter une solution durable à cette question. Les priorités stratégiques concernent désormais le développement des politiques agricoles et industrielles communes, l'interconnexion des infrastructures de transport, la communication et l'énergie, ainsi que les politiques communes pour la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. Ce plan est la pierre angulaire sur laquelle la CEDEAO cherche à baser une partie fondamentale du processus d'intégration régionale et ses différentes dimensions; activant ainsi la participation des citoyens et du secteur privé. Même si beaucoup reste à faire, il convient de relever que la CEDEAO a accompli beaucoup de progrès en matière d'intégration en Afrique de l'Ouest.

Du reste, la République togolaise, qui assure la présidence en exercice de la CEDEAO, place son mandat sous le signe de « la CEDEAO des peuples » conformément à la vision des Pères fondateurs qui est de bâtir une région prospère dans un environnement de paix, de sécurité. Il s'agit de prendre en compte toute la dimension de l'intégration des peuples et de tout l'espace communautaire dans la perspective de la constitution d'une seule entité politique à l'image des propos de **Cheik Anta**

the 1990s onwards, the socio-political crises that shook the subregion led ECOWAS to broaden its actions in politics.

Since its inception, ECOWAS has made significant progress in the process of regional integration through its various components. The signing of the revised 1993 Treaty relaunched the integration process. Since then, all regional integration policies and programmes have been oriented towards political and economic convergence, mainly based on free movement of persons and goods, a common market, development of infrastructures, adoption of essential common policies and progress relating to peace, democracy and good governance.

Moreover, ECOWAS is characterized by obvious shortcomings in the application of approved policies and protocols, the internalization of regional policies and the development of a regional reference framework to guide the coordination and implementation of national development plans.ECOWAS Vision 2020 aims to provide for a lasting solution to this issue. The strategic priorities concern today the development of common agricultural and industrial policies, the interconnection of transport infrastructures, communication and energy, and common policies for the management of natural resources and the environment. This plan is the cornerstone on which ECOWAS seeks to base a fundamental part of the regional integration process and its various dimensions; thus, enabling the participation of citizens and the private sector. Even if much remains to be done, note should be taken that ECOWAS has achieved, as much as possible, a great deal of progress concerning integration in West Africa.

Moreover, the Republic of Togo, which holds the current Chairmanship-in-office of ECOWAS, places its mandate under the sign of «ECOWAS of peoples» in accordance with the vision of the founding fathers, which is to build a prosperous region in apeaceful, secured. It is to take into account the whole dimension of the integration of peoples and of all the community with the prospect of constituting a single political entity as stated **Cheikh Anta DIOP**: "The historic mission of West Africa is therefore, to a

DIOP qui affirmait que : « La mission historique de l'Afrique occidentale consiste donc, dans une large mesure, à profiter des facilités que lui donne l'histoire pour devenir sans délai un Etat fédéré puissant... ». Mais encore faut-il disposer d'un espace harmonisé pour réaliser cette ambition.

Pendant sa présidence en exercice de la CEDEAO, le Togo s'attellera à créer et entretenir les dynamiques nécessaires à la réalisation des grands chantiers entamés par l'Organisation sous-régionale. Les questions liées aux Programmes d'intégration régionale, à la paix, sécurité régionale et renforcement de la démocratie ainsi que la Réforme institutionnelle de la CEDEAO mobiliseront les énergies.

Pour un espace régional véritablement intégré, il faudra veiller à mettre effectivement fin aux obstacles qui entravent la libre circulation des personnes et des biens, supprimer les barrières non tarifaires et mettre en œuvre le Tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO.

La situation sécuritaire de la région a besoin d'une attention particulière. C'est pourquoi, les zones de tension politico-militaire feront l'objet d'une mobilisation permanente afin de préserver la région des effets qui pourraient en découler. L'aboutissement de ces chantiers ne sera pas une réalité si la réforme institutionnelle de la CEDEAO, entamée depuis quelques années, n'aboutit pas. A cet égard, une place de choix sera accordée à cet ambitieux projet.

L'élection de la République togolaise à la tête de la CEDEAO constitue une opportunité pour le pays de réaffirmer son leadership sur les grandes questions et les défis majeurs qui sont au cœur des ambitions de l'organisation sous-régionale. A cet effet, quatre grandes priorités ont été fixées. Elles concernent la libre circulation des personnes et des biens, la paix et la lutte contre l'extrémisme violent, le renforcement des liens économiques entre la CEDEAO et ses partenaires et un plaidoyer pour la mise en place d'un système de santé efficace en Afrique de l'Ouest.

L'ensemble de ces questions fera l'objet de réflexions approfondies à travers des fora desquelles découleront des résolutions avec des propositions concrètes pour la région. L'Afrique de l'Ouest se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Les enjeux liés à la stabilité de la région sont énormes, l'insécurité devient persistante et les défis économiques et sociaux sont permanents. Pendant sa présidence en exercice d'une année, le Togo s'attellera à donner l'impulsion nécessaire pour permettre à la CEDEAO, autant que faire se peut, de relever ses défis.

large extent, to take advantage of the facilities given to it by history to become without delay a powerful federated State ... ». But we still need a harmonized space to achieve this ambition.

uring its current chairmanship-in-office of ECOWAS, Togo will work to create and maintain the dynamics necessary for the fulfilment of the major projects initiated by the subregional organization. Issues related to regional integration programmes, peace, regional security and strengthening democracy, as well as the institutional reform of ECOWAS, might mobilize energies.

For a truly integrated regional area, one must see to it that the barriers to free movement of persons and goodsbe effectively halted, toremove non-tariff barriers and implement ECOWAS Common External Tariff (CET).

The security situation in the region needs special attention. For this reason, the areas of politico-military tension will be the subject to permanent mobilization in order to preserve the region from the related effects. The outcome of these projects will not be a reality if the institutional reform of ECOWAS, begun in recent years, does not succeed. In this respect, a special place will be given to this ambitious project.

It requires a «Togolese touch» to this noble task. The election of the Republic of Togo at the head of ECOWAS is an opportunity for the country to play leadership role on major issues and challenges that are at the heart of the sub regional organization's ambitions. To this end, four main priorities are on Togo's agenda. They concern the free movement of persons and goods, peace and the fight against violent extremism in Africa, strengthening of economic links between ECOWAS and its partners and a plea for the establishment of an effective health system in West Africa.

All of these issues will be subject to in-depth reflections through fora from which resolutions can be derived with concrete proposals for the region. West Africa is now at the crossroads. The stakes related to the stability of the region are enormous, insecurity becomes persistent and economic and social challenges are permanent. During his presidency of a year, Togo will strive to give the necessary impetus to enable ECOWAS, as much as possible, to meet its challenges

VIIIÈME CONFÉRENCE DU CLUB DIPLOMATIQUE DE LOMÉ « Construire une communauté de destin pour l'humanité »

8TH CONFERENCE OF DIPLOMATIC CLUB OF LOME « BUILDING A COMMUNITY OF DESTINY FOR HUMANITY »

Par Le Comité de rédaction By Drafting committee



La conférence trimestrielle du Club Diplomatique de Lomé (CDL) s'est tenue le 28 avril 2017, avec une cinquantaine de participants. L'orateur de cette huitième conférence était l'ambassadeur de la République Populaire de Chine au Togo, S.E.M. Liu YUXI. « Construire une communauté de destin pour l'humanité », est le thème de cette conférence sur lequel l'Ambassadeur Liu YUXI a présenté sa communication.

Cette conférence a été présidée par Prof. Robert DUSSEY, le chef de la diplomatie togolaise ; et Me Jean DEGLI, avocat. Le Comité de Rédaction vous propose, ci-après, l'intégralité de ladite communication.

The quarterly Diplomatic Club of Lome (DCL) was held on april 28 2017 with about fifty participants. H.E.Mr Liu YUXI, the ambassador of the People's Republic of China was the guest speaker of the 8th edition. "Building a community of destiny for humanity" is the theme of this conference, on which Ambassador Liu Yuxi presented his talk.

The conference was chaired by Prof. Robert DUSSEY, Togolese Head of diplomacy, and Mr Jean DEGLI, lawyer and moderator of the conference. The Drafting Committee proposes to you, hereafter, the entirety of the said talk.



Excellence Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'Intégration africaine,

Excellences Mesdames, Messieurs les Ministres, Chers collègues ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques, Chers membres du club diplomatique de Lomé, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je voudrais saisir l'occasion pour vous présenter mes meilleurs vœux pour la Fête de l'Indépendance du Togo et pour sa prospérité!

Le 10 février 2017, la 55° Commission des Nations Unies pour le développement social a approuvé par consensus une résolution, qui appelle à davantage de solidarité et de soutien au développement économique et social de l'Afrique dans l'esprit de construction d'une «communauté de destin pour l'humanité». Le 17 mars, cette initiative a été insérée dans la résolution No 2344 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, démontrant ainsi une adhésion de la communauté internationale à ce nouveau paradigme dans les relations internationales.

C'est un grand plaisir pour moi d'être ici présent pour partager avec vous les contours du concept « communauté de destin pour l'humanité ».

Depuis l'apparition du concept dans la vie internationale en 2012, la «communauté de destin pour l'humanité» continue de façonner une nouvelle approche en matière de gouvernance mondiale, donnant lieu à des propositions et des mesures pour soutenir une croissance inclusive et un développement solidaire, notamment dans les pays africains ainsi que d'autres pays en développement. Le développement en commun ou solidaire fait partie du concept « communauté de destin pour l'humanité », il est aussi un moyen pour favoriser la construction de celle-ci.

QUE RECOUVRE LE CONCEPT « COMMUNAUTÉ DE DESTIN POUR L'HUMANITÉ » ?

D'une manière générale, cette nouvelle approche dans les relations de coopération soutient qu'un pays, dans la recherche et la protection de ses propres intérêts, doit tenir compte des préoccupations légitimes des autres pays et partant de cela, en poursuivant son développement national, il promeut le développement commun de tous les pays.

Il se pose alors la question suivante : pourquoi est-il nécessaire de construire une communauté de destin pour l'humanité ?



Your Excellency Minister of Foreign Affairs, Cooperation and African Integration,

Excellences, Ministers,

Dear colleagues' ambassadors and heads of diplomatic missions,

Dear members of the diplomatic club of Lomé, Ladies and gentlemen,

First of all, I would like to take this opportunity to extend my best wishes to you for the Independence Day Celebration of Togo and for its prosperity!

On 10 February 2017, the 55th United Nations Commission for Social Development approved by consensus, a resolution calling for greater solidarity and support for Africa's economic and social development in the spirit of building a « Community of destiny for humanity «.On March17, this initiative was included in the UN Security Council Resolution 2344, therefore demonstrating the international community's acceptance of this new paradigm in international relations.

It is a great pleasure for me to be here in order to share the outlines of the « community of destiny for humanity » concept with you.

Since its emergence in the international field in 2012, the «community of destiny for humanity» continues to shape a newapproach to global governance, generating proposals and measures to support inclusive growth and development, particularly in Africa and other developing countries. Development in common or in solidarity is part of the concept «community of destiny for humanity», and equally represent a foundation towards its implementation.

WHAT DOES THE CONCEPT OF «COMMUNITY OF DESTINY FOR HUMANITY» ENTAIL?

Generally speaking, this new approach in international relations, supports that a country, must take into consideration other countries legitimate concerns while pursuing and protecting its own interests. In that regard, promotion of all countries common development is then attained alongside the national development.

The following question is then pondered upon: why is it necessary to build a community of destiny humanity?

Building a community of destiny is an approach that takes into account the evolution and transformation of the

Construire une communauté de destin est une approche qui tient compte de l'évolution et de la transformation de l'ordre international en indiquant une voie, une formule et un plan pour le développement de la société humaine.

Le monde traverse aujourd'hui une période de grands développements, de profondes mutations et d'énormes réajustements. La multi polarisation et la mondialisation économique gagnent en profondeur. L'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication et la diversité culturelle progressent. Une nouvelle vague de révolution scientifique et industrielle est en gestation. Les différents pays, liés les uns aux autres et interdépendants, partagent, d'ores et déjà, une communauté de destin. La montée des forces de paix dépasse largement la multiplication des facteurs de guerre. La tendance de la paix, du développement, de la coopération et du gagnant-gagnant s'affirme plus vigoureusement.

Dans le même temps, l'humanité vit aussi une époque où les défis et les risques ne cessent de se multiplier : essoufflement de la croissance mondiale, spectre de la crise financière, protectionnisme, élargissement du fossé de développement, éclatement fréquent des conflits armés, persistance de la mentalité de la guerre froide et de la politique du plus fort et expansion continue des menaces sécuritaires non conventionnelles comme le terrorisme, la crise des réfugiés, les grandes épidémies et le changement climatique.

À l'heure actuelle où le monde est dans un changement historique, l'ordre et la structure internationale et le système de la gouvernance mondiale traversent une évolution profonde et compliquée. Tous les pays réfléchissent sur ces questions à telle enseigne qu'ils se demandent, comment maintenir l'ordre international établi après la Seconde Guerre mondiale avec la base des principes de la Charte des Nations Unies? Comment promouvoir la démocratie, la primauté du droit et la rationalisation dans les relations internationales? Comment faire travailler ensemble les pays main dans la main pour un avenir radieux?

Face à ces enjeux majeurs, pour préserver la Terre, le foyer commun de l'humanité, perpétuer la paix de génération en génération, renouveler sans cesse les forces motrices du développement et faire rayonner les civilisations, la réponse proposée est de bâtir «une communauté de destin de l'humanité» et réaliser un développement partagé et gagnant-gagnant ; ce qui se résume en ces 5 points suivants :

- i) développer un partenariat sur la base du principe d'égalité, de la concertation et de la compréhension mutuelle.
- ii) créer une architecture de sécurité marquée par l'équité, la

international order by indicating a path, a formula and a plan for the development of human society.

Today the world is undergoing a period of great developments, profound changes and enormous readjustments. Multipolarization and economic globalization are gaining ground. The use of new information and communication technologies as well as cultural diversity are progressing. A new wave of scientific and industrial revolution is in the making. Different countries, linked to each other and interdependent, already share a common destiny. The rise of peace forces far exceeds the multiplication of war factors. The trend of peace, development, cooperation and win-win is more vigorous. At the same time, humanity is also experiencing a time when challenges and risks are constantly increasing: global growth slowdown, specter of financial crisis, protectionism, widening of the development gap, frequent outbreak of armed conflicts, persistence of the Cold War mentality and the policy of the strongest and continued expansion of unconventional security threats such as terrorism, refugee crisis, major epidemics and climate change.

At this moment where the world is in a historical shift, the order and international structure and system of global governance are undergoing a profound and complicated evolution. All countries reflect on these issues to such an extent where they wonder how to maintain the international order established after the Second World War on the basis of the Charter of the United Nationsprinciples. How to promote democracy, the rule of law and rationalization in international relations? How can countries work hand-in-hand for a bright future?

To preserve the Earth which is the common home for humanity, to perpetuate peace from generation to generation, to constantly renew the driving forces of development and to radiate civilizations, the proposed answer to these major challenges is to build a "Community of destiny for mankind" and achieve a shared and win-win development; which can be summarized in the following five (05) points:

- *i)* develop a partnership based on the principle of equality, consultation and mutual understanding.
- (ii) create a security architecture characterized by equity, justice, shared commitment and sharing.
- (iii) seek an open, innovative, inclusive and beneficial development for all.
- (iv) promote exchanges and mutual enrichment among civilizations while respecting diversity.
- (v) Build an ecosystem that is respectful of nature and conducive to green development.

These five points are not only an itinerary and a general structure for building the community of destiny for humanity but also a good perspective on the development of international relations. They explain globally the content of the community

- justice, l'engagement commun et le partage.
- iii) rechercher un développement ouvert, innovant, inclusif et bénéfique à tous.
- iv) promouvoir les échanges et l'enrichissement mutuel entre civilisations dans le respect de la diversité.
- v) construire un écosystème respectueux de la nature et favorable au développement vert.

Ces 5 points forment une itinéraire et une structure générale pour construire la communauté de destin pour l'humanité, et trace une belle perspective du développement des relations internationales. Ces 5 points expliquent globalement le contenu de la communauté de destin pour l'humanité ; ils sont complémentaires l'un et l'autre et forment un bloc uni et complet. On peut tenter de les comprendre.

- 1. Etablir le partenariat est le chemin principal. La construction d'une communauté de destin pour l'humanité doit commencer par l'établissement d'un partenariat global dans le monde. La concertation est une importante forme de la démocratie et doit être une méthode majeure de la gouvernance internationale contemporaine. Il convient de préconiser le règlement des différends et des divergences par le dialogue et la concertation. Nous devons construire un partenariat global aux niveaux international et régional et tracer un nouveau chemin de relations interétatiques, celui de développer le dialogue et le partenariat plutôt que la confrontation et l'alliance.
- 2. Réaliser la sécurité commune est une garantie **importante.** Dans le monde d'aujourd'hui, les différents pays sont étroitement liés et interdépendants en matière de sécurité. Sans une vraie sécurité, la communauté de destin de l'humanité reste difficile à construire. Avec un nouveau concept de sécurité commune, intégrée, coopérative et durable, nous devons faire valoir pleinement le rôle central des Nations Unies dans la prévention de la guerre et le maintien de la paix, privilégier le règlement pacifique des différends pour transformer l'hostilité en amitié, promouvoir la coopération internationale dans les domaines économique et social, apportant ainsi une solution globale aux menaces de sécurité traditionnelles et non traditionnelles. Dans la lutte contre le terrorisme, une obligation qui incombe à tous les pays, il faut non seulement éliminer les symptômes mais aussi et surtout s'attaquer aux causes profondes. Nous devons renforcer la coordination et créer un front uni mondial contre le terrorisme. Ce concept de sécurité est favorable au renforcement de la confiance mutuelle et la coopération entre les pays pour affronter ensemble les problèmes de sécurité et maintenir la paix mondiale et régionale.

of destiny for humanity; They are complementary to each other and constitute a united and complete block. We can try to understand them.

- 1. Establishing partnership is the main path. Building a common destiny for humanity must begin with the establishment of a global partnership in the world. Consultation is an important form of democracy and must be a major method of contemporary international governance. Disputes and differences should be resolved through dialogue and consultation. We must build a global partnership at the international and regional levels and draw a new path of interstate relations, which consist of developing dialogue and partnership rather than confrontation and alliance.
- Achieving common security is an important safeguard. Intoday's world, countries are closely interlinked and interdependent in terms of security. Without true security, the common destiny of mankind remains difficult to build. With a new concept of common, integrated, cooperative and sustainable security, we must fully assert the central role of the United Nations in preventing war and maintaining peace, favoring the peaceful settlement of disputes to transform hostility into friendship, promote international cooperation in the economic and social fields, thus providing a comprehensive solution to traditional and non-traditional security threats. The fight against terrorism is an obligation of all countries and it must not only eliminate the symptoms but also and above all address the root causes. We need to strengthen coordination and create a united global front against terrorism. This concept of security is conducive to strengthening mutual trust and cooperation among countries for a common handling of security issues and the world and regional peace.
- 3. Adhering to a win-win cooperation is the basic principle. We must establish a new form of international relations based on the win-win cooperation. We must encourage the new concept of «win-win» and «beneficial outcome for all» while rejecting the archaic mentality that «there must be a winner and a loser» and «the winner takes everything». A true qualitative development must be a shared and sustainable development. To achieve this goal, solidarity and mutual benefit must be promoted in a spirit of openness.
- 4. Encourage intercultural exchanges to create a strong bond. Cultural diversity creates a multicolored world. Exchanges are born from diversity, exchanges lead to integration, and integration allows progress. The coexistence of civilizations is based upon respect for diversity. Only mutual respect, mutual inspiration and

- 3. Adhérer à une coopération gagnant-gagnant est le principe de base. Nous devons établir une nouvelle forme de relations internationales avec comme fondement la coopération gagnant-gagnant. Nous devons encourager le nouveau concept du « gagnant-gagnant » et du « résultat bénéfique pour tous » tout en rejetant la mentalité archaïque selon laquelle « il faut qu'il y ait un gagnant et un perdant » et « le gagnant prend tout ». Un véritable développement qualitatif doit être un développement partagé et durable. Pour réaliser cet objectif, il faut promouvoir la solidarité et le bénéfice réciproque dans l'esprit d'ouverture.
- Favoriser les échanges entre les cultures pour créer un lien fort. La diversité culturelle crée un monde multicolore. De la diversité naissent les échanges, les échanges conduisent à l'intégration, et l'intégration permet le progrès. La coexistence des civilisations repose sur le respect de la diversité. Seuls le respect mutuel, l'inspiration mutuelle et la coexistence harmonieuse contribuent à un monde dynamique et prospère. Toutes les civilisations sont fruits de la sagesse et de la contribution des différentes nations. Il n'y a pas de civilisation supérieure ou inférieure ni de civilisation bonne ou mauvaise. Nous devons promouvoir le dialogue et les échanges, et non l'exclusion ni le remplacement de l'une par l'autre, car l'histoire de l'humanité est marquée par les échanges, l'inspiration mutuelle et l'intégration entre les civilisations. Nous avons vocation à promouvoir un développement créatif de la civilisation humaine dans l'esprit de respect, d'égalité, d'ouverture et d'enrichissement mutuel.
- 5. Promouvoir le développement durable est une condition indispensable. L'édification de la civilisation écologique est liée à l'avenir de l'humanité. La communauté internationale doit travailler la main dans la main pour construire une civilisation écologique mondiale, renforcer la prise de conscience sur l'importance de respecter, d'accepter et de protéger la nature, et poursuivre fermement la voie du développement vert et durable. Pour ce faire, aucun pays ne se dérobera de ses responsabilités et devra continuer à apporter sa contribution.

Le concept de construction d'une communauté de destin pour l'humanité, en menant la tendance des progrès du développement humain et en promouvant la paix mondiale et la prospérité, a des caractéristiques distinctes.

 L'égalité. Construire une communauté de destin humain, ce qui signifie que tous les pays, grands ou petits, riches ou pauvres, quels que soient leurs tailles ou niveaux harmonious coexistence contribute to a dynamic and prosperous world. All civilizations are the fruits of wisdom and contribution of different nations. There is no superior or inferior civilization, nor good or bad civilization. We must promote dialogue and exchange, not exclusion or replacement, because the history of humanity is marked by exchanges, mutual inspiration and integration between civilizations. Our vocation is to promote the creative development of human civilization in a spirit of respect, equality, openness and mutual enrichment.

5. Promoting sustainable development is a prerequisite. The building of ecological civilization is linked to the future of humanity. The international community must work hand-in-hand to build a global ecological civilization, increase awareness for the importance of respecting, accepting and protecting nature, and pursuing the path of green and sustainable development. To achieve this, each countrymust continue to take its own responsibility and to bringin its input.

The concept of building a common destiny for humanity, leading the trend of human development and promoting world peace and prosperity, has **distinct characteristics**.

- that all countries, big or small, rich or poor, regardless of their size or level of development, must respect the sovereignty, independence and territorial integrity of others, and their choices in the development and promotion of values, to be treated on an equal footing, to understand each other and to support one another. States share the dignity, the fruits of development and security, while safeguarding the fundamental norms of international law and the fundamental principles of international relations on the basis of the purposes and principles of the United Nations Charter, and the goal of promoting the common values of all humanity such as peace, development, equity, justice, democracy and freedom is equally reached.
- 2. The primacy of peace. Peace is a fundamental priority of diplomacy toany country, but also the essential characteristic and a prerequisite for building the community of destiny for humanity. It is therefore essential for countries to manage interstate relations in a spirit of win-win cooperation rather than embracing void confrontation and gambling approaches, to join the path of peaceful developmentagainst the use of force or threat while firmly safeguarding national sovereignty and the legitimate rights and interests of States. In this logic, internationals differences must be treated in a peaceful way through dialogue and consultation. It is thus possible

de développement, doivent respecter la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale des autres, ainsi que leurs choix en matière de développement et de promotion des valeurs, se traiter sur un pied d'égalité, se comprendre et se soutenir mutuellement. Les Etats se partagent la dignité, les fruits du développement et la sécurité, en sauvegardant les normes fondamentales du droit international et des principes fondamentaux des relations internationales sur la base des buts et principes de la Charte des Nations Unies et en promouvant les valeurs communes à toute l'humanité telle que la paix, le développement, l'équité, la justice, la démocratie et la liberté.

- La primauté de la paix. La paix est une priorité fondamentale de la diplomatie de tout pays, mais aussi la caractéristique essentielle et une condition préalable pour construire la communauté de destin pour l'humanité. Pour ce faire, il est primordiale pour les pays de gérer les relations interétatiques dans un esprit de coopération gagnantgagnant plutôt que dans une logique de confrontation et de jeu à somme nulle, à adhérer à la voie du développement pacifique, contre l'emploi ou la menace d'utilisation de la force tout en sauvegardant fermement la souveraineté nationale et les droits et intérêts légitimes des Etats. Il faut, dans cette logique, traiter les différends internationaux dans une approche pacifique par le dialogue et la consultation. Il est ainsi possible que chaque pays vive en harmonie, en cohabitation, et réalise le développement de façon pacifique avec les autres.
- 3. L'inclusivité. La communauté de destin commun pour l'humanité est un système dynamique, ouvert et inclusif, tout en recherchant au maximum les aspirations et intérêts communs, au-delà des différences ou similitudes en termes de système social et d'idéologique. Tous les pays, quels que soient leurs zones géographiques, histoire, culture, système politique, puissance économique et état de développement, en adoptant le concept de la communauté de destin pour l'humanité, peuvent vivre en harmonie tout en gardant leur diversité, renforcer la coopération, rechercher le gagnant-gagnant, afin de maintenir et d'élargir leurs intérêts légitimes, et de faire des contributions nécessaires pour favoriser le progrès commun de la société humaine.
- 4. L'approche globale. La communauté de destin pour l'humanité est un concept multidimensionnel, aux niveaux bilatéral, régional et mondial. Ce concept de communauté couvre également de nombreux domaines tels que la politique, la sécurité, le développement, la culture et

- for each country to live in harmony, coexistence and peaceful development with others.
- 3. Inclusiveness. The community of common destiny for humanity is a dynamic, open and inclusive system, while maximizing common aspirations and interests beyond differences or similarities in terms of social and ideological systems. By adopting the concept of common destiny for humanity, all countries could live harmoniously in their diversity, reinforce the cooperation and seek the win-win, in order to maintain and expand their legitimate interests, and make the necessary contributions to foster the common progress of human society regardless of their geographical areas, history, culture, political system, economic power and development condition.
- **4. The global approach.** The community of destiny for humanity is a multidimensional concept, bilaterally, regionally and globally. This concept of community





covers many areas such as politics, security, development, culture and ecology. On the development

process, it can be divided into three stages such asthe

community of interest, the community of responsibility

and the community of destiny. Shared interests and

responsibilities are an important basis and the only way

to build the community of destiny, even though it is the

integration and advancement of the community of interest

and of responsibility. Building a community of destiny for

humanity is a prospective reflection on the evolution and

development of human society; this represents the ideal

and the common goal that requires long-term efforts of

the international community. These are also common

values, codes of conduct and approaches to be used by each country in dealing with current development and

security issues for a better management of bilateral

DOSSIER

l'écologie. Sur le processus de développement, cela peut être divisé en trois étapes qui sont la communauté d'intérêt, la communauté de responsabilité et la communauté de destin. Des intérêts et des responsabilités partagés, constituent une base importante et la seule façon pour construire la communauté de destin, alors que celle-ci est l'intégration et l'avancement de la communauté d'intérêt et de la communauté de responsabilité. Construire une communauté de destin pour l'humanité est une réflexion prospective sur l'évolution et le développement de la société humaine ; cela constitue l'idéal et l'objectif commun qui nécessite des efforts à long terme de la communauté internationale. Ce sont aussi des valeurs communes, des codes de conduite et des approches à prendre par chaque pays pour régler les problèmes de développement et de sécurité actuels, afin de mieux gérer les relations bilatérales.

SUR LE CHEMIN DE LA CONSTRUCTION D'UNE COMMUNAUTÉ DE DESTIN POUR L'HUMANITÉ

Construire une communauté de destin pour l'humanité est une excellente fusion de la sagesse, la culture et l'idéologie chinoise et étrangère, qui aide à améliorer la communication et la compréhension entre la Chine et le monde. Le concept de la communauté de destin pour l'humanité est le fondement de l'idéologie et la culture traditionnelle de la Chine comme «la paix», «fraternité universelle», «la cohabitation harmonieuse entre l'humanité et la nature». L'essentielle de ces valeurs est le credo de la politique étrangère chinoise qui se résume à l'indépendance, la coexistence pacifique, le bénéfice mutuel et gagnant-gagnant, l'ouverture, et la construction d'un monde



THE PATH TOWARDS BUILDING A **COMMUNITY OF DESTINY FOR HUMANITY** Building a community of destiny for humanity is an excellent fusion of wisdom, foreign and chinese cultureand ideology, which helps to improve communication and understanding between China and the world. The concept of community of destiny for humanity is the foundation of China's traditional ideology and culture such as «peace», «universal brotherhood» and «harmonious cohabitation between humanity and nature». The core of these values is the credo of China's foreign policy, which boils down to independence, peaceful coexistence, mutual benefit and win-win, openness, and the construction of a harmonious world reflecting the aspiration and the pursuit of development and progress of the world. harmonieux, tout en reflétant

relations.

Based on the chinese experience and the common values of mankind as a whole, this concept has received a great support from many countries around the world, particularly in developing countries. This concept aims to build a better world and to constantly improve exchanges and communications between peoples, thus reinforcing mutual understanding. China, one of the initiators of the concept of community, will work with other countries towards a bright future where everyone will develop and share the value of a better world filled with harmony, peace and prosperity.

«The Belt and Road» summit is going to be held in China in May. The initiative revealed three years ago, linking China with Europe by landthrough central and western Asia, and to the 21st century maritime Silk Road linking China and Southeast Asia, Africa and Europe by sea, offers both a vision of long-term common development and mutual benefit in the near future, contributing to the overall economic recovery and





peuples, renforçant ainsi une compréhension mutuelle. La Chine, l'un des initiateurs du concept de communauté de destin, va travailler avec d'autres pays pour créer un bel avenir dans lequel tout le monde développera et partagera la valeur de la dignité pour construire un monde meilleur où les peuples vont vivre en harmonie, dans la prospérité et la paix.

Un sommet du Forum sur «la Ceinture et la Route» se tiendra au mois de mai en Chine. L'initiative révélée il y a trois ans, qui relie la Chine avec l'Europe à travers l'Asie du centre et de l'ouest par voies terrestres, et à la Route de la Soie maritime du XXIe siècle, reliant la Chine avec l'Asie du sud-est, l'Afrique et l'Europe par voies maritimes, offre à la fois une vision de développement commun à long terme et un bénéfice mutuel dans un avenir proche, contribuant au redressement économique global et créant un moteur de croissance économique mondiale durable pour tous les pays, développés ou en développement.

La Chine et l'Afrique ont toujours été une communauté d'intérêts et de solidarité et une communauté de destin et de bénéfices mutuels. Peu importe les changements qu'a pu connaître le contexte international, la Chine et l'Afrique ont toujours été bons amis, bons partenaires et bons frères.

Lors du Sommet de Johannesburg du Forum sur la coopération Chine-Afrique, le Président chinois Xi Jinping a exposé de façon globale et systématique les nouvelles idées de la politique africaine de la Chine. Dans l'esprit de sincérité, de pragmatisme, d'amitié et de franchise, il se promet de renforcer davantage les relations sino-africaines vers l'égalité et la confiance mutuelle en matière politique, la coopération gagnant-gagnant en matière économique, les échanges et l'apprentissage mutuel en matière de culture, l'assistance mutuelle en matière de sécurité, un partenariat stratégique global de coopération pour l'unité et la coopération dans les affaires internationales, proposant que pendant les trois prochaines années, la Chine et l'Afrique se concentrent sur la mise en œuvre du « Programme des 10 coopérations » en matière d'industrialisation, de modernisation agricole, d'infrastructures, de finances, de croissance verte, de facilitation du commerce et de l'investissement, de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de la vie des gens, de la santé publique, de la culture, de la paix et de la sécurité, en plus de l'octroi d'un soutien financier à hauteur de 60 milliards de Dollars US.

La coopération sino-africaine a toujours adhéré au principe du bénéfice mutuel et du volontariat, avec le plein respect de la position dominante des pays africains, et n'a jamais recherché des intérêts de façon inconsidérée ou unilatérale. Compte tenu de cela, la Chine est disposée à **maintenir ses cinq concepts de** sustainable global economic growth for all countries, both developed and developing.

China and Africa have always been a community of interests, solidarity, destiny and mutual benefit.

Regardless of the changes that have taken place in the international context, China and Africa have always been good friends, good partners and good brothers.

At the Johannesburg Summit on the China-Africa Cooperation, Chinese President Xi Jinping presented in a comprehensive and systematic way the new ideas of the African policy of China. In a spirit of sincerity, pragmatism, friendship and frankness, he intends to further strengthen sino-african relations towards equality and mutual trust in politics, winwin cooperation in economics, exchanges and mutual learning in the field of culture, mutual assistance in matters of security, a global strategic partnership for cooperation in unity and ininternational affairs, proposing that over the next three years China and Africa will focus on the implementation of the «10 Cooperation's Program» in the areas of industrialization, agricultural modernization, infrastructure, finance, green growth, trade and investment facilitation, poverty reduction, improvement of people's lives, public health, culture, peace and security, as well as the provision of financial support up to 60 billion US Dollars.

Sino-African cooperation has always adhered to the principle of mutual benefit and volunteerism, with full respect for the predominance of african countries, and has never sought interests in a reckless or unilateral manner. With that in mind, China is willing to maintain its five development concepts, namely common, intensive, green and sustainable,safe and opendevelopment, and to seek a win-win cooperation and a common development.

THE FIRST CONCEPT, ADHERENCE TO A COMMON DEVELOPMENT

The "China-Africa 10-Cooperation's Program" is in line with the real and objective needs of China's economic structural adjustment, "the reduction of production capacity", but also highly adapted to development goals and sectors priorities set by the African Union in its "Agenda 2063". Its core content is cooperation for industrialization and agricultural modernization as an engine, its central point revolves aroundindustrial connection and cooperation in production capacity, its main priority is to help Africa to emerge from the major bottlenecks in its development, such as infrastructure delays, lack of funds etc., helping Africa to build an independent industrial system and a sustainable development, a food security system and a system for the control and prevention of public health, with emphasis on issues affecting people's lives

développement, à savoir un développement commun, intensif, vert et durable, sûr, ouvert, et à rechercher une coopération gagnant-gagnant et un développement commun.

LE PREMIER CONCEPT, L'ADHÉSION À UN DÉVELOPPEMENT COMMUN

Le « Programme des 10 coopérations » sino-africain est en concordance avec les besoins réels et objectifs de l'ajustement structurel économique de la Chine, de la « réduction des capacités de production », mais aussi hautement adapté aux buts de développement et aux secteurs prioritaires fixés par l'Union Africaine dans son « Agenda 2063 ». Son contenu de base est la coopération pour l'industrialisation et la modernisation agricole comme moteur, son point central est la connexion industrielle et la coopération en matière de capacités de production, sa priorité est l'aide à l'Afrique pour sortir des goulots d'étranglement majeur de son développement, tels que le retard dans les infrastructures, le manque de fonds etc., s'efforçant d'aider l'Afrique à construire un système industriel indépendant et au développement durable, un système de sécurité alimentaire et un système de contrôle et de prévention de la santé publique, mettant l'accent sur la résolution des problèmes affectant la vie des gens, à savoir l'emploi, la sécurité alimentaire et la santé, pour aider l'Afrique à parvenir à une paix durable et un auto-développement durable.

LE DEUXIÈME CONCEPT, L'ADHÉSION À UN DÉVELOPPEMENT INTENSIF

Concernant les conditions nationales des pays africains, culture, niveaux de développement et d'ouverture différents, idées et concepts pour attirer et protéger les investissements étrangers, lois et règlements, les politiques et les services gouvernementaux varient considérablement. Dans ce contexte, nous devons adhérer à la notion de développement intensif, et choisir de préférence des pays pour les aider à devenir des pays de démonstration pilotes en matière de coopération sino-africaine dans le domaine des capacités de production. Nous tenons également à encourager et à soutenir les entreprises chinoises pour explorer une coopération mutuellement bénéfique avec tous les pays africains, selon les principes du marché.

La participation à la construction de pays pilotes de démonstration ne signifie pas que le développement de ces pays repose entièrement sur les entrepreneurs chinois. La partie chinoise, sur la base du concept de développement intensif, se concentrera sur les avantages des pays concernés pour construire les zones de démonstration, utilisant les ressources de base en eau, électricité, chemins de fer, routes, ports et autres infrastructures pour planifier et promouvoir en commun la construction de parcs

like employment, food security and health is the best way for Africa to achieve endurable peace and self-development.

THE SECOND CONCEPT, ADHERENCE TO INTENSIVE DEVELOPMENT

Regarding the national conditions of African countries, different cultures, different levels of development and openness, ideas and concepts to attract and protect foreign investment, laws and regulations, government policies and services vary considerably. In this context, we must embrace the notion of intensive development, and preferably choose countries to help them become pilot demonstration countries for Sino-African cooperation in the field of production capacities. We also want to encourage and support chinese companies to explore mutually beneficial cooperation with all african countries, according to market principles.

Participation in the construction of pilot demonstration countries does not mean that the development of these countries rests entirely on chinese entrepreneurs.

On the basis of the concept of intensive development, the Chinese will focus on the benefits of countries concerned to construct demonstration areas, using basic water resources, electricity, railways, roads, ports and other infrastructures to plan and jointly promote the construction of industrial parks and special economic zones, and also implement the construction of infrastructures and facilities while working on the optimal promotion of mutual industrial development. For example, we will build a new «trinitarian» development and cooperation model with priority support to Ethiopia through the construction of the Addis Ababa-Djibouti economic railway corridor and support Kenya through the priority construction of the Mombasa-Nairobi railway line, the port of Mombasa and special economic zones.

THE THIRD CONCEPT, ADHERENCE TO A GREEN AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT

Adhering to a green and sustainable development has two main aspects: the first aspect consists of paying attention to ecological and environmental protection. China's cooperation with Africa has never taken the old colonialist path to the detriment of Africa's environment and ecology and long-term interests. On one hand, we strengthen self-discipline, set strict requirements for chinese companies to comply and respect local laws and regulations and we are resolutely against the entry of polluting, energy-consuming and outdated production capacity industries in Africa.

industriels et de zones économiques spéciales, et mettre en œuvre la construction d'infrastructures et d'installations en même temps que la promotion optimale mutuelle du développement industriel. Par exemple, nous procéderons à la construction du nouveau modèle de coopération et de développement « trinitaire » avec un soutien prioritaire à l'Ethiopie pour la construction du Corridor ferroviaire économique Addis-Abeba-Djibouti, et un soutien au Kenya pour la construction prioritaire de la ligne ferroviaire Mombasa-Nairobi, du port de Mombasa et de zones économiques spéciales.

LE TROISIÈME CONCEPT, L'ADHÉSION À UN DÉVELOPPEMENT VERT ET DURABLE

Adhérer au développement vert et durable comporte deux aspects principaux : le premier aspect, accorder de l'attention à la protection écologique et environnementale. La coopération de la Chine avec l'Afrique n'a jamais emprunté la vieille voie colonialiste au détriment de l'environnement et de l'écologie et des intérêts à long terme de l'Afrique. D'une part nous renforçons l'autodiscipline, avons des exigences strictes envers les entreprises chinoises pour se conformer aux lois et règlements locaux, les respecter, et nous sommes résolument opposés à l'entrée d'industries polluantes et consommatrices d'énergie et de capacités de production désuètes en Afrique ; d'autre part nous renforçons la coopération avec les pays africains pour développer une civilisation écologique, aidons les pays africains à améliorer les normes et seuils environnementaux. Le second aspect, insister sur les avantages complets des projets pour maintenir les intérêts à long terme de l'Afrique. Quand elle mène une coopération en matière d'investissements et de prêts en Afrique, la partie chinoise se doit d'assurer le développement durable des projets eux-mêmes, mais aussi tenir compte des avantages de ceux-ci pour stimuler le développement économique et social local, en se concentrant sur l'aide à l'accroissement de l'emploi local, des recettes fiscales et des changes, la promotion du développement économique, et l'amélioration de la vie des gens.

Le quatrième concept, l'adhésion à un développement en toute sécurité. La paix et le développement sont les deux faces d'une même pièce, sans un environnement de paix et de sécurité, il ne saurait y avoir de coopération et de développement ; et quand il n'y a pas de coopération et de développement, la paix et la sécurité ne sont plus garanties. Renforcer la coopération pour la paix et la sécurité est l'un des cinq piliers qui soutiennent le partenariat stratégique global entre la Chine et l'Afrique. La Chine continuera à soutenir activement les efforts des pays africains pour qu'ils puissent résoudre de manière indépendante

On the other hand, we strengthen cooperation with african countries to develop an ecological civilization and we help them improve environmental standards and thresholds. The second aspect consists of focusing on the full benefits of projects to maintain Africa's long-term interests. When it carries out investment and loan co-operation in Africa, the chinese must ensure the sustainable development of the projects themselves, but also the advantages of these projects have tobe taken into account in order to stimulate economic, social and local development with the focus on local employment,tax and exchange revenue increase, the promotion of economic development and the improvement of people's lives.

THE FOURTH CONCEPT, ADHERENCE TO A SAFE DEVELOPMENT

Peace and development are two sides of the same coin, without an environment of peace and security, there can be no



CLUB DIPLOMATIQUE DE LOME

les problèmes locaux, elle aidera les pays africains et l'Union africaine à renforcer la sauvegarde de la stabilité et le maintien de la paix de façon indépendante, et elle participera activement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Afrique. Je dois féliciter le Togo pour sa grande contribution en la matière. Nous tenons également à aider les pays africains à améliorer leurs lois et règlements, à améliorer l'environnement d'investissement et de gestion des entreprises, à renforcer les capacités de construction d'organismes d'application de la loi, comme en matière de surveillance des frontières, de police, de douanes, d'impôts et autres, pour aider l'Afrique à parvenir à une paix durable et un développement durable.

Le cinquième concept, l'adhésion à un développement ouvert. Soutenir l'Afrique pour parvenir à la paix, à la stabilité et au développement est conforme aux intérêts communs des peuples du monde entier, c'est aussi une responsabilité commune de la communauté internationale. Le développement de l'Afrique est un grand défi, cela nécessite les efforts et le soutien communs de la communauté internationale. Jusqu'à présent, l'ensemble des financements de soutien accordés par la Chine ont permis la construction de 5 675 kilomètres de voies ferrées, 5 063 kilomètres de routes, 13 aéroports, 20 ponts, 12 ports et 68 centrales électriques, ce qui a amélioré considérablement les infrastructures en Afrique, apportant non seulement une contribution positive au développement des pays concernés, mais aussi de créer les conditions pour mener à bien la coopération en matière d'investissements en Afrique pour les partenaires internationaux.

La Chine se réjouit du pluralisme des partenaires de l'Afrique. La coopération sino-africaine est inclusive, ouverte pour la réalisation de coopération tripartite et multilatérale, sur le principe « L'Afrique propose, l'Afrique approuve, l'Afrique dirige », où toutes les parties exploreront activement la coopération en Afrique en vue de parvenir à une complémentarité des avantages et apporter conjointement de nouvelles et grandes contributions à une paix, un développement et une prospérité en Afrique.

En terminant, je souhaite que le Togo, l'Afrique, la Chine et tous les pays partenaires réalisent le développement et la prospérité en commun et partageront un futur meilleur dans une communauté de destin pour l'humanité.

Je vous remercie.»

cooperation and development; and when there is no cooperation and development, peace and security are no longer guaranteed. Strengthening cooperation for peace and security is one of the five pillars that support the overall strategic partnership between China and Africa.

China will continue to actively support the efforts of african countries to independently resolve local problems, it will also assist African countries and the African Union to maintain stability and peacekeeping independently, and will participate actively in United Nations peacekeeping operations in Africa. I must congratulate Togo for its great contribution in this regard. We also want to assist African countries in improving their laws and regulations as well as the investment and management environment of enterprises, to contribute towards building capacity for law enforcement agencies, such as monitoring borders, police, customs, taxation and others to help Africa achieve sustainable peace and sustainable development.

THE FIFTH CONCEPT, ADHERENCE TO AN OPEN DEVELOPMENT

Supporting Africa to achieve peace, stability and development is in line with the common interests of the world, and it is also a shared responsibility of the international community. The development of Africa is a major challenge that requires the joint efforts and support of the international community. So far, all of China's financial support has enabled the construction of 5,675 kilometers of railways, 5,063 km of roads, 13 airports, 20 bridges, 12 ports and 68 power stations which significantly improved infrastructure in Africa, by making a positive contribution to the development of concerned countries and also creating the conditions for carrying out investment cooperation in Africa for international partners.

China is pleased with the pluralism of Africa's partners. Sino-African cooperation is inclusive, open for the realization of tripartite and multilateral cooperation based on the principle «Africa proposes, Africa approves, Africa leads», where all parties will actively explore cooperation in Africa with a view to achieve a complementarity of benefits and to jointly bring new contributions to peace, development and prosperity in Africa.

In conclusion, I hope Togo, Africa, China and all the partner countries will achieve development and prosperity in common and share a better future in a common destiny for humanity.

Thank you.»

VITALITE DE LA COOPERATION TOGO-USA:

Prof. Robert DUSSEY reçu à Washington par le Secrétaire d'État Rex TILLERSON

VITALITY OF TOGO-USA COOPERATION: PROF. ROBERT DUSSEY HELD TALKS WITH REX TILLERSON

Par M. Arsenn AGBESSINOU, Conseiller en communication By Mr. Arsenn AGBESSINOU, Communication Advisor

e Togo et les Etats Unis d'Amériques entretiennent des relations diplomatiques excellentes. Ces relations privilégiées sont entretenues et intensifiées par les visites régulières des officiels de haut rang des deux pays. La visite de travail que vient d'effectuer le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et de l'intégration africaine, **Prof. Robert DUSSEY**, les 29 et 30 juin 2017, s'inscrit dans cette dynamique.

Première personnalité africaine de ce rang, le chef de la diplomatie togolaise a été reçu par **Rex TILLERSON**, le secrétaire d'Etat américain. Cette rencontre a été l'occasion pour les deux hommes de faire un large tour d'horizon des sujets majeurs notamment du leadership du Président **Faure Essozimna GNASSINGBE** en Afrique. Il convient de rappeler que le Chef de l'État togolais avait reçu le 25 février 2017, une importante délégation du Congrès américain.

Les deux personnalités ont également évoqué éligibilité prochaine du Togo au Programme Treshold du Millenium Challenge Corporation (MCC), qui débouchera sur le Programme Compact.

Le mandat remarquable du Togo au Conseil de Sécurité des Nations Unies en qualité de membre non permanent et les contributions importantes des troupes togolaises dans les opérations de maintien de la paix à travers le monde, constituent, entre autres, le ferment de cette convergence de vues entre le Togo et les USA, sur des questions de coopérations bilatérale et multilatérale. A juste, titre, dans le registre des Missions de maintien de la paix, la coopération entre le Togo et les USA en la matière se traduit par des programmes communs d'appui et de renforcement de capacités, notamment à travers le Programme

go and the United States of America maintain excellent diplomatic relations. These preferred relationships are maintained and intensified by regular visits by senior officials from both countries. The work visit of the Minister for Foreign Affairs, Cooperation and African integration, Prof. Robert DUSSEY, on 29 and 30 June 2017, is part of this dynamic.

First African personality of this rank, the head of the Togolese diplomacy held talks with **Rex TILLERSON**, the US State Secretary. This meeting was an opportunity for the two men to take a broad overview of major topics including the leadership of President **Faure Essozimna GNASSINGBE**. It should be recalled that the Head of State of Togo had received on February 25, 2017, a large delegation of the US Congress.

The two personalities also discussed Togo's upcoming eligibility for the Treshold Program of the Millennium Challenge Corporation (MCC), which will lead to the Compact Program.

Togo's remarkable mandate in the United Nations Security Council as a non-permanent member and the important contributions of Togolese troops in peacekeeping operations around the world are among others the cornerstone of this convergence of views Between Togo and the USA, on issues of bilateral and multilateral cooperation.

The United States of America, which supports Togo in a number of areas such as health, education, environmental action, agriculture, community development, gender promotion and security, confirms the willingness to further strengthen this cooperation.

The US State Secretary **Rex TILLERSON** expressed admiration for the many diplomatic actions carried out by the head of state



ACOTA (African Contingency Operations Trainings) dont bénéficie le Centre d'Entraînement aux Opérations de Maintien de la Paix (CEOMP) de Lomé.

Les Etats-Unis d'Amérique qui soutiennent le Togo dans plusieurs domaines tels que la santé, l'éducation, l'action environnementale, l'agriculture, le développement communautaire, la promotion du genre et la sécurité, confirment la volonté de renforcer davantage cette coopération .

Le secrétaire d'Etat américain **Rex TILLERSON** s'est dit admiratif des nombreuses actions diplomatiques menées par le Chef de l'Etat dans la sous-région ouest-africaine, et l'a félicité pour son élection à la présidence en exercice de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le Chef de la diplomatie américaine a également salué l'initiative de l'organisation au Togo, du 23 au 27 octobre prochains du Sommet Afrique-Israel sur « les Hautes technologies et la Sécurité exprimé son intérêt pour ce Sommet inédit ». « Ce sommet ouvre une nouvelle ère de partenariat diversifié et varié pour le continent africain », a déclaré **Rex TILLERSON**.

A l'heure où les défis sécuritaires et socio-économiques notamment imposent une approche concertée des acteurs de la scène internationale, cette rencontre, la première d'un Chef de la diplomatie africaine avec le Secrétaire d'Etat américain, depuis l'avènement de l'administration du Président **TRUMP**, est illustrative de la proactivité constante de la diplomatie togolaise.

in the West African sub-region, and congratulated him For his election, the Chairmanship-in-Office of the Economic Community of West African States (ECOWAS).

The head of the US diplomacy also welcomed the initiative of the organization in Togo, from 23 to 27 October of the Africa-Israel Summit on «High technologies and security» expressing his interest in this unprecedented summit. « This summit opens a new era of diversified and various partnership for the African continent » said Rex TILLERSON.

At a time when security and socio-economic challenges, in particular, require a concerted approach of the actors on the international scene, this meeting, the first of a Head of the African Diplomacy with the American Secretary of State since the advent of The administration of President **TRUMP**, is illustrative of the continued proactivity of Togolese diplomacy.



tout est mis en oeuvre pour une organisation réussie de la 33^{ème} conférence ministérielle de la francophonie à Lomé

A CRUCIAL MEETING OF THE FRANCOPHONIE IN TOGO: FOR A SUCCESSFUL ORGANIZATION OF THE 33RD MINISTERIAL CONFERENCE OF LA FRANCOPHONIE IN LOMÉ

Par M.Eugène KLUTSE, Président du Comité national de Pilotage By Mr. Eugène KLUTSE, Chairman of the National Steering Committee

omé abritera du 24 au 26 novembre 2017 la 33ème Conférence Ministérielle de la Francophonie. Cette rencontre d'envergure mondiale regroupera les ministres des Affaires étrangères des différents pays membres de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). La Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) qui se tient chaque année en session ordinaire se compose des ministres des Affaires étrangères ou chargés de la Francophonie. Elle se prononce, entre autres, sur les grands axes de l'action multilatérale de la communauté francophone. Elle prépare le Sommet, qui se réunit tous les deux ans, veille à l'exécution des décisions qui y sont arrêtées et prend toutes initiatives à cet effet. Elle adopte également le budget et les rapports financiers de l'OIF ainsi que la répartition du Fonds Multilatéral Unique (FMU). Elle se réunit autour d'une thématique spécifique choisie d'un commun accord entre le pays hôte et les instances dirigeantes de l'organisation. Le thème sous lequel se tiendra la CMF de Lomé est : « Les économies nouvelles : économie bleue et économie verte, nouveaux moteurs de richesse, d'inclusion sociale et de développement durable ».

POURQUOI LES ÉCONOMIES NOUVELLES?

Les économies nouvelles sont, en effet, nécessaires à la croissance et au développement inclusifs dans le monde, en

omé will host the 33rd Ministerial Conference of La Francophonie from 24th to 26th November 2017. This world-scale meeting will bring together Foreign Ministers from various member countries of the InternationalOrganization of La Francophonie (OIF). The Ministerial Conference of La Francophonie (MCF), which is held annually in ordinary session, is composed of Ministers of Foreign Affairs or the in-charge of la Francophonie. Among other things, the conference gives an opinion on the main issues of the multilateral action of the Francophone community. It organizes the Summit, which meets every two years, sees to the implementation of the decisions made therein and takes all initiatives to that end. It also adopts the budget and financial reports of the OIF as well as the distribution of the Single Multilateral Fund (FMU). It meets on a specific theme chosen on common grounds between the host country and the governing bodies of the organization. The theme under which the MCF in Lomé will be held is: «The new economies: the blue economy and the green economy, new driving forces of wealth, social inclusion and sustainable development».

WHY THE NEW ECONOMIES?

Indeed, new economies are necessary for inclusive growth and development in the world, in general, and in the francophone

général, et dans l'espace francophone, en particulier. Ainsi, en rappelant que plus de 70 % de la surface du globe est recouverte d'eau, et que la moitié de la population mondiale vit à moins de 60 kilomètres de la mer, et les trois quarts des grandes villes sont situées sur les côtes, il faut noter que les océans, les mers et les cours d'eau sont une source de richesses essentielle, qui procure des milliers de milliards de dollars (USD) de biens et de services. Les océans et les eaux de source assurent subsistance et emplois à des millions de personnes. C'est de cette manière que dans le commerce international, 90 % des marchandises sont transportées par mer et que les océans jouent également un rôle essentiel dans la régulation du climat et des écosystèmes côtiers.

Par ailleurs, les décideurs internationaux conçoivent souvent la « croissance verte » et donc l'économie verte, la promotion de l'efficacité énergétique et des technologies propres et le développement durable comme des objectifs complémentaires. Ainsi, l'amélioration de l'efficacité énergétique et le développement des technologies propres seraient les moyens par lesquels une « croissance verte », et, in fine, le développement durable, seront atteints.

Il est donc important que, dans la droite ligne des thèmes développés lors du Sommet de l'Union africaine sur « la sécurité et la sûreté maritimes et le développement en Afrique », et de la Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage tenu les 26 et 27 novembre 2016 à Antananarivo (Madagascar) sur « Croissance partagée et développement responsable : les conditions de la stabilité du monde et de l'espace francophone » Lomé retienne une thématique liée aux économies nouvelles nécessaires pour permettre une croissance inclusive dans l'espace francophone.

COMMENT SE PRÉPARE LA RÉUNION DE LOMÉ ?

Lomé, la capitale des grandes rencontres internationales a dans cet esprit, reçu plusieurs missions préparatoires dont celle de l'OIF en avril 2017, conduite par l'Ambassadeur BILLODEAU, Conseiller spécial de la Secrétaire générale de l'Organisation. Du 11 au 13 juin dernier, Madame Béatrice ATTALAH, Ministre des Affaires étrangères de Madagascar, Présidente en exercice de la CMF, était également en visite de travail à Lomé. Venue s'assurer de la bonne préparation de la conférence, la Chef de la diplomatie malgache s'est dite satisfaite des préparatifs en déclarant peu avant de quitter Lomé : « Le Togo est plus que prêt pour accueillir la 33ème Conférence Ministérielle de la Francophonie ».

Déjà, les autorités togolaises se sont bien familiarisées, lors de ces différentes rencontres, avec les conditions techniques et matérielles pour l'organisation de la CMF. C'est ainsi qu'un Protocole d'entente signé entre les deux parties précise les

world in particular. Thus, recalling that more than 70% of the surface of the globe is covered with water, and that half of the world's population lives within 60 kilometers of the sea, and three-quarters of the major cities are located on the coasts, It should be noted that oceans, seas and rivers are an essential source of wealth, providing thousands of billions of dollars (USD) in goods and services. Oceans and spring waters provide subsistence and jobs for millions of people. In this way, in international trade, 90% of goods are transported by sea and oceans also play an essential role in the regulation of the climate and coastal ecosystems.

Moreover, international policy-makers often see «green growth» and therefore green economy, promoting energy efficiency, clean technologies and sustainable development as complementary objectives. Thus, improving energy efficiency and developing clean technologies would be the means by which «green growth» and ultimately sustainable development will be achieved.

It is therefore important that, in line with the themes developed at the African Union Summit on « Maritime security and safety and development in Africa » and the Conference of Heads of State and Government of African countries sharing French language on 26th and 27th November 2016 in Antananarivo (Madagascar) on the theme « Shared Growth and Responsible Development: Conditions for the Stability of the World and the Francophone Area », Lomé helda theme linked to new economies needed to allow inclusive growth in the Francophone sphere .

HOW IS THE LOMÉ MEETING BEING PLANNED?

Lomé, capital of major international meetings, in this spirit, received several preparatory missions, including the OIF mission in April 2017, led by Ambassador BILLODEAU, Special Adviser to the GeneralSecretary of the Organization. From 11thto 13thJune, Mrs Béatrice ATTALAH, Minister for Foreign Affairs of Madagascar, current President of the CMF, was also on a working visit in Lomé. The head of the Malagasy diplomacy was satisfied with the preparations as she declared shortly before leaving Lomé: «Togo is more than ready to host the 33rd Ministerial Conference of La Francophonie».

During these various meetings, Togolese authorities alreadyare well acquainted, with the technical and material conditions for the organization of the MCF. For example, a Memorandum of Understanding (MOU) signed between the two parties specifies the respective responsibilities of the Togolese government and the OIF as well as the common arrangements that must be made to ensure, the satisfaction of all the actors, the best organization forthe November conference.

responsabilités respectives du gouvernement togolais et de l'OIF ainsi que les dispositions communes qui doivent être prises pour assurer, à la satisfaction de tous les acteurs, la meilleure organisation de la conférence de novembre.

Habituée à abriter les grandes rencontres internationales, Lomé veut mettre en branle tout l'arsenal nécessaire pour accueillir dans les meilleures conditions possibles ses hôtes. Le dispositif qui sera mis en œuvre devra s'appuyer naturellement sur le contenu du Protocole d'entente et de ses annexes signés le 28 avril 2017 entre le gouvernement togolais et le comité de pilotage de la Francophonie.

A cet effet, une équipe bien rompue à la tâche est mobilisée pour faciliter l'accueil et le séjour des délégations pendant toute la durée de la conférence. Rien, en effet, ne sera laissé au hasard. Déjà, un guide est élaboré en vue de mettre à la disposition des délégations toutes les informations utiles à la préparation de leur voyage sur Lomé et pour rendre agréable leur séjour sur place (accréditation, conditions d'entrée au Togo, autorisation de survol et d'atterrissage, informations sanitaires, sécurité...). Ce guide sera mis en ligne dès le lancement le 21 août 2017 du site dédié à la conférence.

Sur le plan sécuritaire, toutes les garanties sont offertes pour que la conférence se déroule dans un climat de quiétude. Les forces de défense et de sécurité, sont évidemment mises à contribution. Des zones de sécurité délimitées sont en observation millimétrée afin d'assurer la paix et la quiétude autour de l'événement.

De la même manière, les mesures appropriées sont prises pour assurer des services médicaux d'urgence à l'ensemble des participants. Pour les besoins de la CMF 2017, il est établi des structures médicales opérationnelles 24H/24, pour les soins d'urgence dans les meilleurs hôtels de la place qui sont recommandés par le gouvernement togolais et par l'OIF.

Quant aux activités scientifiques de préparation, le Togo et l'OIF travaillent en bonne intelligence pour réaliser la meilleure performance dans l'organisation de cet événement.

Enfin, et c'est le vœu le plus cher des hautes autorités de l'OIF et du Gouvernement togolais, tout sera mis en œuvre pour assurer une grande appropriation par les populations des objectifs de la CMF 2017. A cette fin, des programmes socio-culturels originaux ont été conçus et seront exécutés en temps opportun.

Accustomed to shelteringimportant international meetings, Lomé wants to set in motion all the necessary arsenalto welcome in the best possible conditions its hosts. The mechanism that will be implemented will naturally have to rely on the content of the Memorandum of Understanding and its annexes signed on 28th April 2017 between the Togolese government and the steering committee of La Francophonie.

To this end, a well-trained team is mobilized to facilitate the welcomingand stay of delegations throughout the duration of the conference. Nothing, indeed, will be left to chance.

Already, a guide has been drawn up in order to put at the disposal of delegations, all the information needed to prepare their journey in Lomé and to make their stay pleasant (accreditation, conditions of entry to Togo, authorization to fly over and Landing, health information, security, etc.). This guide will be available online as soon as the dedicated conference website is launched on August 21, 2017.

On the security front, all guarantees are offered to ensure that the conference takes place in a calm atmosphere. The defense and security forces are obviously put to contribution. Defined security zones are observed attentively to ensure peace and quiet around the event.

The same way, all relevant measures are taken to ensure emergency medical services to all participants. For the needs of the FMC 2017, 24-hour operational medical structures are established for emergency care in the best hotels in the capital recommended by the Togolese government and the OIF.

As for the scientific preparatory activities, Togo and OIF are working in good intelligence to achieve the best performance in the organization of this event.

Finally, and this is the dearest wish of high authorities of the OIF and the Government of Togo, every effort will be made to ensure that people are fully aware of the objectives of CMF 2017. To this end, original socio-cultural programs, designed and implemented in an appropriate time.



L'expérience éducative de l'Église au service du développement local, des organisations et des entreprises qui gagnent et qui font gagner l'Afrique!













FORMATIONS







SCIENCES JURIDIQUES





Téléphone: (00 228) 23 20 67 03 / 91 66 38 14 / 97 64 02 40 / 22 30 12 72

E-Mail: secre.gene@ucao-uut.tg Site Web: www.ucao-uut.tg

L'AVENIR DE L'AFRIQUE AU CŒUR DES DÉBATS DU 29^{ème} SOMMET DE L'UA À ADDIS-ABEBA

THE FUTURE OF AFRICA AT THE HEART OF THE DEBATES OF THE 29TH AU SUMMIT IN ADDIS ABABA

Par Dr Malemda KAMELE, Directeur des Togolais de l'Extérieur By Dr. Malemda KAMELE, Director of Togolese Abroad departement

a Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) a tenu sa 29ème Session ordinaire les **3 et 4 juillet 2017**, à Addis Abeba, en Ethiopie. Avant ce sommet de l'UA, deux rencontres, à savoir la 34ème Session ordinaire du Comité des Représentants Permanents (COREP) et la 31ème Session ordinaire du Conseil Exécutif de l'UA, ont eu lieu, toujours au siège de l'Organisation, respectivement les **27 et 28 juin** et du **30 juin au 1**°r juillet **2017**.

Présidée par le Professeur **Alpha CONDÉ**, Président de la République de Guinée et Président en exercice de l'UA, cette rencontre a connu la participation de plusieurs Chefs

le Conference of African Union (AU)'s Heads of State and Government held its 29th Ordinary Session on 3rd and 4th July 2017, in Addis Ababa, Ethiopia. Prior to the AU Summit, two meetings, namely the 34th Ordinary Session of the Permanent Representatives Committee (COREP) and the 31st Ordinary Session of the AU Executive Council, were held at the headquarters of the Organization, respectively on 27th and 28th June and from 30th June to 1st July 2017.

Chaired by Professor Alpha Condé, President of the Republic of Guinea and President-in-Office of the AU, this meeting was attended by several Heads of State including the President of Togo, HE Mr. Faure Essozimna GNASSINGBÉ.



d'Etat dont le Président Togolais, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBÉ.

Les travaux de cette Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, qui a mis la jeunesse africaine s sous le feu des projecteurs, se sont déroulés autour du thème : « Tirer pleinement parti du dividende démographique en investissant dans la jeunesse ».

Ce thème de l'année 2017 retenu par le Sommet de l'UA en sa 28ème session ordinaire résulte d'un constat majeur. En effet, des estimations indiquent que plus de 60% de la population africaine est constituée de jeunes de moins de 24 ans. Les projections montrent que cette tendance pourrait s'amplifier en 2050 pour atteindre 2,5 milliards de personnes.

Cette extrême jeunesse de la population africaine, loin d'être un handicap, est, à juste titre, perçue plutôt par les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains comme l'essence même de l'Afrique de demain. Il s'agit donc d'un signal fort qui permet de traduire dans la réalité les engagements pris par les dirigeants africains au titre de la Charte africaine de la jeunesse adoptée à Banjul en 2006. L'ancien Président Sénégalais Abdoulaye WADE ne prédisait que l'avenir de l'Afrique repose sur sa jeunesse, lorsqu'il écrivait dans son célèbre ouvrage intitulé Un destin pour l'Afrique : « Dis-mois quelle jeunesse tu as et je te dirai quel peuple tu auras ».

Le dividende démographique jouera donc incontestablement un rôle important dans la mise en œuvre de l'agenda 2063 de l'UA. C'est dans cet esprit d'ailleurs qu'en prélude à ce 29ème Sommet de l'UA, S.E.M. **Idriss DEBY ITNO,** Président de la République du Tchad et leader du thème de l'année 2017, a organisé, à N'Djamena, sous l'égide de l'UA, le 1er juillet 2017, un cadre d'expression des jeunes africains dénommé "Forum panafricain de la jeunesse". Ce fut l'occasion pour les jeunes et associations des jeunes africains venus des 55 pays du continent de prendre la mesure de la responsabilité qui leur incombe désormais dans la marche vers une Afrique paisible, prospère et respectée sur l'échiquier international.

Cette vision partagée des Chefs d'Etat et de Gouvernement, au sujet de la jeunesse africaine, les a d'ailleurs incité à déclarer, au cours de ce 29^{ème} Sommet, la décennie 2018-2027 comme « Décennie africaine pour la formation et l'emploi des jeunes dans les domaines technique, professionnel et entrepreneurial ».

Outre l'intérêt porté à la jeunesse africaine, les dirigeants africains ont, à cette rencontre, orienté leur réflexion sur la vitalité de l'organisation panafricaine. L'une des thématiques en ce sens a été consacrée à la question de l'auto financement de l'UA. En effet, depuis sa création, plus de 75% des financements de l'organisation proviennent de l'extérieur. La contribution des

The work of this Conference of Heads of State and Government, which placed African youth in the spotlight, had as theme: "Taking full advantage of the demographic dividend by investing in youth".

This 2017 theme decided by the AU Summit in its 28th ordinary session results from a major observation. Indeed, estimates indicate that more than 60% of African population is made up of young people under 24. Projections show that this trend may increase in 2050 to reach 2.5 billion people.

This extreme youth of the African population, far from being a handicap, is rather rightly perceived by African Heads of State and Government as the very essence of the Africa of tomorrow. It is therefore a strong signal bringinginto reality the commitments made by African leaders under the African Youth Charter adopted in Banjul in 2006. Former Senegalese President Abdoulaye WADE did predict that the future of Africa rests on its youth, when he wrote in his famous book entitled A Destiny for Africa: «Tell me what youth you have and I will tell you what people you will have».

The demographic dividend will undoubtedly play an important part in the implementation of the AU 2063 agenda. It is in this mindset, that as a prelude to this 29th AU Summit, HE Mr. Idriss DEBY ITNO, President of the Republic of Chad and leader of the theme for the year 2017, organized in N'Djamena , under the aegis of the AU, on July 1, 2017, anexpression platform for African youth called «Panafrican Forum of Youth». It was an opportunity for young people and African youth associations from 55 countries of the continent to take stock of the responsibility that henceforth lies on them in the march towards a peaceful, prosperous and respected Africa on the international scene.

This vision shared by Heads of State and Government, on issue of African youth, prompted them to declare during the 29th Summit, the decade 2018-2027 as "African decade for training and Employment of Youth in Technical, Professional and Entrepreneurial areas ».

In addition to the interest in African youth, African leaders, during that meeting focused their reflection on the vitality of the Pan-African organization. One of the topics was devoted to the issue of self-financing by the AU. Indeed, since its establishment, more than 75% of the organization funding comes from outside. The contribution of the Member States hitherto could only cover a very small part of the overall expenditure of the Union. This unsatisfactory situation raises questions that African Heads of State and Government want to bring about long-term solutions. How else can we claim to build a prosperous and respected Africa without truly relying on African resources?

Etats membres jusqu'alors n'a pu couvrir qu'une partie très infime des dépenses globales de l'Union.

Cette situation peu reluisante engendre des préoccupations auxquelles les Chefs d'Etat et de Gouvernement africains veulent apporter des solutions à long terme. Sinon comment prétendre bâtir une Afrique prospère et respectée sans véritablement pouvoir s'appuyer sur des ressources africaines ?

L'heureuse décision adoptée à cette 29 eme Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA, qui institue une taxe africaine au taux de 0,2% sur les importations hors du continent, vient donc confirmer l'engagement de ces décideurs africains à donner à l'organisation continentale les moyens nécessaires à la réalisation de sa mission. L'effectivité de cette mesure permettra de donner à l'UA son autonomie financière et à l'Afrique son arme d'affirmation sur la scène mondiale.

Nombreux sont les observateurs qui estiment d'ailleurs que le don d'un million de dollars US octroyé à la Fondation de l'UA, lors de ce Sommet, par le doyen des Chefs d'Etat africains, S.E.M. Robert MUGABE, Président de la République de Zimbabwe, constitue une matérialisation de cette volonté des dirigeants africains de garantir à l'organisation panafricaine son autonomie financière. Ce signal positif devrait aussi être considéré comme un appel à l'urgence d'action lancé par le Président Zimbabwéen à ses pairs.

Des sujets aussi divers et non moins importants à l'instar de la réforme institutionnelle de l'UA, de la zone de libre-échange continentale, de la paix et la sécurité en Afrique, ainsi que la réforme du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ont été également abordés par les décideurs africains au cours de leur $29^{\rm ème}$ Sommet ordinaire.

Au total, la rencontre des Chefs d'Etat et de Gouvernement africains en ce mois de juillet 2017 au siège de l'organisation panafricaine s'est déroulée dans une atmosphère de convivialité et de fraternité. Les dirigeants africains ont réaffirmé leur volonté et leur engagement à faire de l'Afrique un continent meilleur et respecté. Pour ce faire, ils ont insisté sur la nécessité pour l'Afrique de parler désormais d'une seule voix en ce qui concerne toutes les questions internationales.

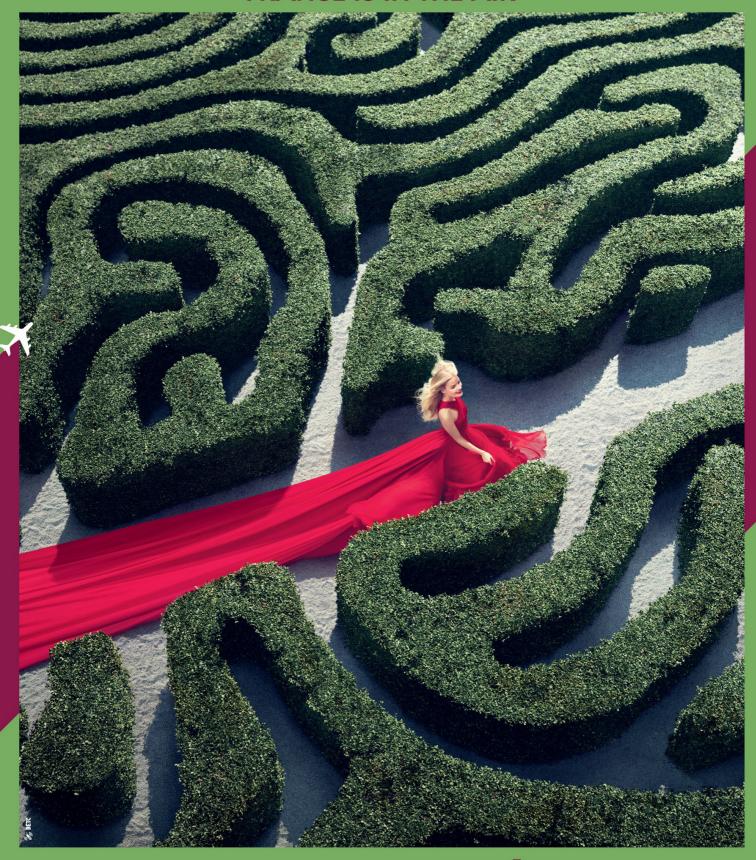
The positive decision taken at the 29th AU Conference of Heads of State and Government, which establishes an African tax at a rate of 0.2% on imports from the continent, confirms the commitment of these decision-makers to provide the continental organization with the necessary means to carry out its mission. The effectiveness of this measure will enable the AU to be financially self-sufficient and Africa to be a weapon of assertion on the world stage.

Many observers believe that the donation of US \$ 1 million to the AU Foundation at this Summit by the Dean of African Heads of State, HE Mr. Robert MUGABE, President of the Republic of Zimbabwe, is a materialization of the will of African leaders to guarantee financial autonomy to its Pan-African organization. This positive motion should also be seen as an emergency call to action launched by the Zimbabwean President to his peers. Issues as diverse and no less important as the AU institutional reform, the continental free trade area, peace and security in Africa, as well as the reform of the UN Security Council, were also addressed by African policymakers during their 29th Ordinary Summit.

In general, the meeting of African Heads of State and Government in July 2017 at the headquarters of the Pan-African organization took place in afraternal and convivial atmosphere. African leaders reaffirmed their willingness and commitment to making Africa a better and more respected continent. To this end, they emphasized on the need for Africa to speak in unison on all international issues.

AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



CIEL, ME VOILÀ!
SKYPRIORITY: PRIORITAIRE À L'AÉROPORT

UNE COMMUNAUTE DE DESTINS



africaisraelsummit.org



THE AFRICA-ISRAEL SUMMIT

Le Sommet ועידת פיסגה אפריקה -ישראל مؤمّر قمة أفريقيا-إسرائيل Afrique-Israel

23-27 OCTOBRE 2017, LOME TOGO







